les réseaux des

PARVIS

La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) dans les rues de Paris

Dossier :

CHRÉTIENS DE GAUCHE

OU CHRÉTIENS À GAUCHE ?

numéro 72 – janvier/février 2016 6,00€

les réseaux des PARVIS

LES RÉSEAUX DES PARVIS
68 rue de Babylone, 75007 Paris
Tél. : 01 45 51 57 13
Fax : 01 45 51 40 31
temps.present@orange.fr
www.reseaux-parvis.fr

Revue coéditée par
la fédération Réseaux du Parvis
Présidente : Marie-Anne Jehl
la société d'édition Temps Présent
Directeur de la publication : Claude Naud

Rédacteur en chef
Jean-Paul Blatz
Rédacteur en chef adjoint
Jean-Pierre Schmitz
Rédaction
Laurent Baudoin
Françoise Gaudeul
Réjane Harmand
Georges Heichelbech
Jean-Bernard Jolly
Nicole Palfroy
Michel Roussel
Secrétariat et composition
Bernard Jung

Prix de l'abonnement
Petit budget ou Étudiants : 17€
Standard : 30€
Soutien : au-delà de 30€

Impression et routage
IC4
24 rue Léon Rogé, B. P. 233
76204 Dieppe Cedex
Dépôt légal
à parution
Commission paritaire
0416 G 78736
I.S.S.N.
1294-8373

Vous changez d'adresse...
Un numéro ne vous est pas parvenu...
Prévenez-nous !

À l'écoute de l'Évangile, libres et unis dans la diversité des Réseaux du Parvis, nous partageons nos recherches et nos convictions, et nous sommes engagés avec les femmes et les hommes de tous horizons qui travaillent à bâtir un monde plus juste et plus fraternel.

Éditorial

Jean-Paul Blatz 3

Dossier

Chrétiens de gauche ou chrétiens à gauche ?

Rencontre avec Catherine Trautmann, femme, élue de gauche et théologienne - Entretien 4
Droite et gauche... et Évangile - Jean-Pierre Schmitz 6
L'Église catholique, le peuple et la démocratie - Jean-Paul Blatz 7
Lamennais, prophète pour notre temps - Michel Roussel 9
La Doctrine sociale de l'Église catholique - De Léon XIII à la théologie de la libération et au-delà - Jean-Bernard Jolly 11
Influence d'Emmanuel Mounier sur la gauche chrétienne - Nicole Palfroy 13
Témoignages des prêtres-ouvriers de Caen (ECCO) sur leurs choix de vie et d'engagement - Claude Simon, José Reis, Michel Gigand, Jean-Marie Peynard 14
La gauche ne peut pas mourir - Georges Heichelbech 15
Une économie au service de la démocratie et de la fraternité universelle - Jean-Paul Blatz 16

La vie des réseaux

Fédération Réseaux du Parvis, CA Orléans, Parvis Normandie, ACB, DJ, CELY, CCC 18

Méditation

Misericordiae vultus - Rose-Marie Barandiaran 35

Résistance

Nous sommes unis 36
Attaques à Paris : « *Un crime contre l'humanité, un crime contre la culture* » 36
Communiqué de la JEC suite aux attentats du 13 novembre 2015 37

D'ici et d'ailleurs

Corée du Nord - Un pays qui dérange - Jean-Pierre Schmitz 38

Avez-vous lu ?

40

À PARAÎTRE : mars/avril 2016 - *Parvis* n°73
« Ce que l'autre nous apporte »

En couverture : La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) dans les rues de Paris
(photo JOC)

éditorial

Étudiants des facultés de théologie de Strasbourg lors d'une manifestation en mai 68 (source : ERCAL)

Quand les sociologues parlent « de chrétiens de gauche », ils reconnaissent que tous les chrétiens ne le sont pas. Et, de fait, selon les instituts de sondage les « chrétiens de droite » sont plus nombreux que les premiers. Ces divergences d'ordre politique ne sont pas étrangères à des interprétations différentes des textes bibliques en fonction des désirs des uns et des autres et de l'utilisation qu'on veut en faire soit comme justification d'une démarche, soit comme remise en question d'un comportement.

Ces chrétiens sont attirés par la structure autoritaire de l'institution catholique qui exige l'obéissance des fidèles à un magistère de droit divin et infaillible. En politique, ces chrétiens votent pour des candidats qui incarnent force et sécurité et décident à leur place, leur évitant une réflexion personnelle. Il leur semble inutile de changer une société, malgré les injustices qui lui sont inhérentes, car la félicité promise aux élus est pour un autre monde.

D'autres chrétiens considèrent que l'Évangile est une parole vivante qui interpelle chaque personne qui accepte d'être à son écoute. Cette interpellation doit déboucher sur une réflexion partagée afin de faire advenir une société de justice et de paix. Ces chrétiens sont à l'aise dans les partis politiques de gauche qui, à partir des droits humains, échangent leurs pensées en vue de l'élaboration de plates-formes électorales. Autant les catholiques conservateurs se réfèrent à une tradition catholique censée être immuable, autant les progressistes sont ouverts à toutes les personnes de mêmes convictions, qu'elles soient croyantes, agnostiques ou athées. Depuis le concile Vatican II, ils considèrent aussi que le peuple des baptisés a des droits et que c'est démocratiquement que la communauté chrétienne exerce ses fonctions d'enseignement, de célébration et de diaconie.

D'aucuns prédisent la disparition des « chrétiens de gauche ». Les uns - les traditionnalistes - pour s'en féliciter, les autres - les conciliaires - pour le déplorer. En réalité, à travers l'histoire, les chrétiens n'ont-ils pas su s'adapter aux évolutions des sociétés et même s'acculturer dans des sociétés nouvelles pour conserver au message de l'Évangile l'acuité de ses origines ?

Et aujourd'hui, l'Évangile a-t-il perdu sa force de subversion dans une société dominée par l'ultralibéralisme et peu soucieuse de justice sociale et de partage des richesses ? A-t-on entendu dans le passé autant de voix pour rappeler que la première raison d'être de l'économie est le bonheur et l'épanouissement de l'homme ? Que les droits humains ne sont jamais définitivement acquis et qu'il faut continuer à se battre pour les défendre ? Nous suivons les chemins tracés par nos aînés dans la foi : les résistants au totalitarisme, les jocistes, les compagnons de route du parti communiste, les prêtres ouvriers et syndicalistes, les socialistes, les tiers-mondistes, les féministes, les écologistes... et tant d'autres. Ils étaient solidaires de la classe ouvrière et se battaient avec leurs camarades cégétistes. Ils agissaient en citoyens et dans la fidélité à Jésus-Christ. Ils étaient chrétiens et à gauche. Nous sommes convaincus que les générations futures sauront faire face avec la même détermination aux atteintes portées aux droits humains et faire renaître sans cesse les valeurs communes à l'Évangile et à la gauche : la justice, la paix, l'égalité, la solidarité, la fraternité... Valeurs qu'elles sauront partager aussi avec toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté...

Jean-Paul Blatz

Rencontre avec Catherine Trautmann, femme, élue de gauche et théologienne

(photo David Iliff, Wikimedia Commons)

Depuis de nombreuses années vous représentez les citoyens comme élue de la République en tant que maire de Strasbourg, députée du Bas-Rhin et députée européenne, ministre et, aujourd'hui, vice-présidente de l'Eurométropole alsacienne. Quelles motivations sont à l'origine de vos engagements ?

Le début de mon engagement politique est lié à ma prise de conscience de la condition des femmes dans les sociétés et en particulier la vision négative de la femme dans les premières Églises chrétiennes. Au commencement de mes études à la faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg[1], en 1969, les étudiants représentaient toutes les tendances de la gauche, de l'extrême gauche aux démocrates chrétiens en passant par la gauche parlementaire. Par ailleurs, la théologie de la libération m'intéressait car elle liait une réflexion sur la société à la question de l'engagement des chrétiens tout en posant la question de la radicalité de cet engagement. En 1977 j'ai adhéré au parti socialiste, à l'époque où Etienne Trocmé, professeur d'exégèse du Nouveau Testament, était en tête de la liste de gauche aux élections municipales à Strasbourg. Simultanément, je commençais à travailler sur l'élaboration d'une charte des droits des femmes et sur l'amélioration du cadre de vie en milieu urbain.

Quelles valeurs souhaitez-vous particulièrement défendre comme citoyenne, femme, élue de gauche et théologienne ?

Nous avons vécu l'échec du marxisme et du communisme. Aujourd'hui, dans une économie de marché ultra-libérale, après les énormes et incontrôlées spéculations financières, il convient de développer une économie non marchande accompagnée d'une réorganisation des valeurs. Un gouvernement de gauche doit travailler à établir des règles permettant d'encadrer les marchés financiers et de remettre l'homme, et la femme, au centre du projet économique. Je suis engagée dans la promotion d'une économie sociale et solidaire, qui ne remplacera certes pas l'économie marchande, mais doit créer de nouvelles formes d'entreprenariat et apporter d'autres réponses aux besoins sociaux de la population.
La gauche défend les valeurs de solidarité (la manière active et concrète de créer les conditions de l'égalité et la lutte contre les inégalités) et la laïcité qui fixe les conditions du vivre-ensemble. Dans les négociations internationales, seule la prise en compte des dimensions sociales et environnementales permet ensuite d'y inclure les droits humains. Il est de la responsabilité de la gauche d'élaborer une pensée propre et de proposer une perspective d'avenir aux citoyens.

Pouvez-vous nous parler de votre conception de la laïcité ?

La laïcité est un processus et une vertu républicaine. Elle est une découverte de l'altérité : je reconnais que l'autre peut avoir une foi différente de la mienne et que chacun est libre d'adhérer à la confession de son choix. La laïcité est garantie par la République comme liberté individuelle et collective qui s'inscrit dans le respect de la loi républicaine.
L'islam, religion non comprise dans le pacte laïc français, est intervenu de manière brutale dans la société française d'abord dans des affaires d'ordre public. À une époque où on parlait encore de « l'islam des caves », j'avais rencontré Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, afin de lui exposer qu'il était indispensable que les jeunes aient une culture religieuse pour un vivre-ensemble harmonieux. Par ailleurs, avec l'augmentation de la pratique religieuse musulmane, il est nécessaire de reconnaître aussi l'islam comme religion de la République. L'endoctrinement par le fanatisme et le terrorisme actuels n'ont rien à voir avec une religion ; celle-ci n'est qu'un prétexte.
En tant qu'élue de la République, j'ai toujours eu une pratique laïque car tout élu a un devoir de laïcité, c'est-à-dire de dialogue avec les religions. Quand j'étais maire de Strasbourg, j'avais dans mon équipe un adjoint chargé des cultes qui entretenait des relations avec les représentants des différentes confessions et menait une réflexion sur les limites de l'influence des religions. La pratique de la laïcité associe et n'exclut pas.

Quelles peuvent être aujourd'hui les apports positifs des Églises et des chrétiens à la République ?

Chrétiens de gauche ou chrétiens à gauche ?

Les différentes confessions religieuses ont élaboré des valeurs qui se rejoignent, particulièrement les religions du Livre qui, en outre, sont fortement présentes dans les régions vouées aux crises récentes (Afrique, Proche-Orient, Europe...). Leur transnationalité doit, ou devrait, leur donner la possibilité de proposer des réponses particulièrement adéquates aux problèmes contemporains. Ainsi, la Conférence des Églises chrétiennes d'Europe est écoutée quand elle s'exprime sur la politique d'immigration et d'asile. Le pape François a tenu un discours social très important devant les députés du Parlement européen à Strasbourg. Les chrétiens ont aussi un rôle par rapport à la dimension éthique et politique de l'Europe notamment dans la protection de la nature, l'attention aux plus démunis, l'accueil et l'intégration des réfugiés, la lutte contre les racismes et l'instauration de plus de tolérance et de fraternité.

Comment pouvons-nous en même temps lutter contre la xénophobie, accueillir les réfugiés et sécuriser les Français ?

La xénophobie est la caractéristique des nationalismes qui prospèrent avec les crises. Lorsque certaines classes de la société estiment que leurs conditions de vie se dégradent, elles ressentent une profonde injustice qui peut se cristalliser sur la figure de l'étranger. Les crises économiques attisent ces haines. Le Front national victimise les personnes et rend les institutions républicaines responsables de la situation. Aujourd'hui ses thèses sont banalisées par une irresponsabilité collective de quelques hommes politiques et de certains médias. Nous devons cependant nous interroger sur cette frange de la population qui se tourne vers le Front national car elle a besoin d'une structure sociale forte qu'elle ne semble pas trouver ailleurs.
Il ne faut évidemment accepter aucune forme de xénophobie. Il faut réfuter les discours qui font des étrangers la source de l'insécurité et condamner la récupération du terrorisme par l'extrême droite. D'un côté il faut que les personnes se sentent en sécurité. Il faut éviter de laisser entendre que l'on peut accueillir réfugiés et migrants sans contrôle et sans engagement à les intégrer dans la société qui les accueille. D'un autre côté c'est un devoir de recevoir ceux qui fuient les guerres et de leur accorder le droit d'asile. La France a accueilli beaucoup de migrants. Aujourd'hui il vaut mieux être raisonnable dans l'accueil numérique des réfugiés et le faire dignement. L'Union européenne s'engage à soutenir davantage l'emploi des pays du Sud, ce qui est la meilleure solution pour contrer les passeurs. Car c'est à ceux qui ont organisé un trafic humain vers l'Europe, exigeant de fortes sommes d'argent pour de fausses promesses d'avenir, qu'il faut s'en prendre.
L'accueil des réfugiés doit s'accompagner d'une sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne et de mesures de soutien aux pays qui sont en première ligne pour l'arrivée des réfugiés.
L'article n°15 de la Convention européenne des droits de l'homme autorise les États contractants à déroger aux droits garantis par la Convention en situation d'urgence (en cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation). Aujourd'hui la France est concernée par cette autorisation à adopter une politique de sécurité intérieure et de défense dans un cadre légal. La situation actuelle est une mise à l'épreuve de la solidité étatique et démocratique de la France car les terroristes veulent la fragilisation de l'État et la division du peuple.

Comment voyez-vous l'avenir de l'Europe ?

Le contexte économique, social et international actuel met en évidence les faiblesses de l'Europe : l'insuffisance de sa politique économique face à la politique monétaire, le problème de sa gouvernance, l'absence de politique commune concernant le droit d'asile et les migrations, le manque d'une politique sociale.
Il faut parfaire l'union économique et monétaire pour relancer la croissance et réduire les déséquilibres entre les régions européennes. Pour des raisons de politique intérieure face à la montée des nationalismes, certains pays veulent gérer eux-mêmes la politique migratoire. De ce fait, ils remettent en cause les fondements de l'Union européenne en rétablissant des frontières internes. Par ailleurs l'Europe souffre aussi du manque d'une politique de sécurité et de défense commune. Certains pays préfèrent se tourner vers l'OTAN plutôt que de participer à la constitution de moyens propres de défense européens. La promesse européenne était et doit encore être une promesse de paix.
L'Europe ne doit pas devenir dépendante, ni des États-Unis, ni de la Chine. Elle doit être une puissance de contrepoids et d'équilibre mondial. Pour ce faire, l'Europe doit avoir une économie puissante mais aussi une politique étrangère commune qui lui donne la capacité d'étendre son aire d'influence dans le monde. Dans cette perspective, on ne peut laisser la France seule assurer la responsabilité et la conduite des opérations extérieures.
Certaines politiques affaiblissent l'Europe : le refus historique de la charte sociale par certains, la remise en question de la Convention européenne des droits de l'homme par d'autres. Certains pays, sous influence anglo-saxonne, réduisent l'Europe à un simple marché. Ce qui est contraire au projet de ses initiateurs.

Propos recueillis par Georges Heichelbech et Jean-Paul Blatz

[1]Deux facultés de théologie d'État font partie de l'Université de Strasbourg. L'une - protestante - remonte au XVIe siècle, l'autre - catholique - fut créée en 1902 par les autorités du Second Empire allemand.

Droite et gauche... et Évangile

Aucune religion ne peut prétendre imposer des opinions et consignes politiques. Sinon, cela peut conduire aux pires excès. Pour le christianisme, on l'a vu dans un passé pas si ancien dans des pays sous la botte de dictatures militaires. Pour l'Islam, on voit ce qui se passe aujourd'hui.

Les pays démocratiques se caractérisent par l'alternance de deux forces désignées par droite et gauche chez nous, ou par d'autres terminologies ailleurs. Les dictatures et autres formes d'extrémisme se situent en dehors de ce cadre. On entend souvent dire que la gauche se soucie prioritairement de justice et la droite de liberté. C'est un peu schématique mais cependant vrai en bonne partie même si quand on dit cela, la gauche clame haut et fort son attachement aux libertés tandis que la droite fait de même pour la justice.

Les motivations des partisans de la droite et de la gauche vis-à-vis des religions, en particulier chrétiennes, sont différentes.

Le message évangélique penche-t-il à droite ou à gauche ? Les chrétiens authentiques seraient-ils seulement à (ou de) gauche, ou bien critiques, progressistes, d'ouverture,... ? L'Évangile se situe dans une autre dimension et obéit à une autre logique. C'est un message de libération et de justice, et avant tout d'amour du prochain.

À Parvis, beaucoup ont fait le choix de rester dans les institutions d'Église et de se battre pour que ces institutions soient plus démocratiques. Il faut soutenir sans réserve leur action. Mais dans le mot démocratie, il y a pouvoir, ou autorité, tandis que l'Évangile tient un langage subversif qui met en avant les sans pouvoirs. Il arrive que dans des situations critiques, des femmes et hommes d'opinions politiques opposées se retrouvent ensemble dans des relations de fraternité et d'amour évangélique.

La première obligation est de voir et essayer de comprendre la société où nous vivons. Les sentiments de peur, de haine de l'étranger... n'existent pas chez la grande majorité de nos concitoyens. Les discours de « tous pourris », visant les acteurs de la vie politique, économique etc. ne s'appliquent en fait qu'à des minorités. Par contre des catégories importantes de population sont le plus souvent délaissées par les politiques de tous bords : personnes en situation précaire, migrants, marginaux,...

Certes la justice, idéal privilégié de la gauche, est une exigence évangélique, mais elle peut se transformer en injustice quand on veut faire passer pour justes des demandes qui ne visent en fait que le maintien de privilèges corporatistes ou autres. Quant à la liberté, idéal privilégié de la droite, chacun sait qu'elle est limitée par la liberté d'autrui et que la régulation de l'État est nécessaire.

Les motivations des partisans de la droite et de la gauche vis-à-vis des religions, en particulier chrétiennes, sont différentes, mais là encore il faut se garder de généraliser. À droite, beaucoup cherchent dans la pratique religieuse un moyen de les rassurer, de conforter un ordre social qu'ils ne veulent pas remettre en question : attachement aux rites, positions anti-mariage pour tous par exemple. À gauche, peut exister la tendance à instrumentaliser les préceptes évangéliques en consignes politiques, syndicales,...

Il ne serait pas réaliste de dire que les convictions de foi doivent être totalement oubliées quand on exprime ses opinions politiques. Mais avoir une distance et un stade d'interprétation personnelle de sa foi est nécessaire pour se forger une sensibilité politique.

Le philosophe et mathématicien Jean Cavaillès, assassiné par les nazis en 1944, s'était dans sa jeunesse étudiante fortement impliqué dans les mouvements chrétiens. Puis il a rejoint la Résistance, dans laquelle il a exercé des responsabilités majeures et à haut risque qui lui ont coûté la vie. Quand on lui demandait d'expliquer son engagement dans la Résistance, il n'invoquait paraît-il jamais des raisons liées à sa foi religieuse, mais ses convictions personnelles philosophiques, éthiques, morales...

Autre exemple : en mai 68, ce prêtre dominicain déjà âgé qui se disait marxiste et ne manquait aucune manif. Quand on lui demandait comment il conciliait sa situation de prêtre et ses convictions politiques, sa réponse était : *« Cela n'a aucun rapport ! »* Cette réponse, qu'il faut replacer dans le contexte de Mai 68, peut choquer, mais elle interpelle.

Jean-Pierre Schmitz

L'Église catholique, le peuple et la démocratie

« *L'Église catholique n'est pas une démocratie.* » Tel est encore le leitmotiv de tout ce que le catholicisme compte de groupes identitaires, conservateurs, traditionnalistes et intégristes. Pour eux le peuple de Dieu, proclamé par le concile Vatican II, est redevenu le « troupeau » dirigé par un « pasteur » seul souverain, selon l'ecclésiologie professée antérieurement par les papes. Dans une structure ecclésiale pyramidale où le pouvoir s'exerce du haut vers le bas, le peuple n'a pas de droits mais une obligation d'obéissance. Le peuple fait peur à la hiérarchie catholique. Il lui rappelle les révoltes et les contestations de l'autorité politico-religieuse des seigneurs ecclésiastiques, abbés et évêques. Malgré un ralliement progressif de certains milieux catholiques à la République, la hiérarchie restera majoritairement fidèle aux gouvernements de droite et même aux régimes politiques particulièrement autoritaires. Le soutien actif à une politique de gauche est le fait d'associations de laïcs catholiques souvent en mauvais termes avec leur hiérarchie.

Une hiérarchie contre-révolutionnaire fidèle aux régimes politiques autoritaires

Après la Révolution française, l'Église catholique tenta en vain d'obtenir la restitution de ses biens confisqués. Le Concordat de 1801 a satisfait les revendications matérielles du clergé en salariant les prêtres en activité et en versant une pension aux autres. En contrepartie, il subordonna l'Église catholique au pouvoir politique.

En 1815, la monarchie restaurée se montra favorable à l'Église déclarant le catholicisme religion *« de la majorité des Français »*. La restauration du sacre royal lia à nouveau religion et royauté comme au Moyen-Âge. Cette alliance fut mise à mal par les succès des libéraux aux élections de 1827, qui craignaient alors un retour à l'Ancien Régime, et par les catholiques libéraux, qui dénonçaient cette trop grande emprise de l'État sur leur religion.

Pendant les premières années du Second Empire, les relations furent cordiales entre l'État et l'Église catholique. L'Église appréciait un régime défendant la famille, la religion et l'ordre et favorisant l'influence du clergé. Avec la question romaine et l'unité italienne, l'État et l'Église entrèrent en conflit. Les « cléricaux » défendirent la suprématie de l'Église sur les États et son ambition d'encadrer la société. Les « anticléricaux », républicains ou libéraux, favorables à la liberté de pensée et à la sécularisation de la société, souhaitaient l'indépendance des États face à l'Église et voulaient réduire l'influence du clergé sur la société. Néanmoins l'Église continuait à appartenir à l'alliance antirépublicaine par peur du positivisme, qui fondait la connaissance sur des méthodes scientifiques et rationnelles. En 1864, dans l'encyclique *Quanta cura*, Pie IX condamna la société moderne issue des idées de 1789. L'encyclique était accompagnée d'un catalogue (*Syllabus*) des « erreurs » condamnées par l'Église. En 1870 le concile proclama le dogme de l'infaillibilité pontificale. Entre les républicains et l'Église catholique la rupture était totale.

Des chrétiens sociaux

Généralement, le pouvoir politique abandonne aux institutions religieuses le soin des maux, ceux dont la nature accable les hommes, mais aussi ceux qui sont consécutifs à une société inégalitaire, qui maintient dans la pauvreté et l'illettrisme une partie de la population. Quand une libre pensée est tolérée, des hommes s'interrogent sur les causes de la misère et arrivent à remettre en question le fonctionnement de la société. Certains le font au nom des droits de l'homme proclamés par la Révolution, d'autres au nom de l'Évangile. Ceux-ci évoquent l'égalité et la fraternité des hommes et des femmes créés à l'image de Dieu. Dans les années 1820-1830 apparurent le courant catholique social représenté par Félicité de Lammenais qui accepta l'héritage de 1789 et fut élu député en 1848, et la revue *L'Avenir*, fondée en 1830 avec Henri Lacordaire et le comte de Montalembert, condamnée par le pape en 1832. Ces chrétiens défendaient une doctrine catholique sociale pour laquelle la charité ne résoudra pas seule le problème social, dont la solution passera aussi par des réformes de fond qui doivent intégrer l'humanisme chrétien au cœur du monde du travail (droit d'association, droit de grève, salaire minimum). Se développait aussi un véritable courant socialiste chrétien, qui acceptait pleinement la démocratie. Traditionnellement classé au sein des socialismes utopiques, ce courant s'exprimera pendant la Révolution de 1848, brève période de réconciliation de l'Église catholique et du prolétariat ouvrier. Ultérieurement, coincée entre les condamnations du pape et un mouvement socialiste européen de plus en plus révolutionnaire et structuré par l'anarchisme et le marxisme, une nouvelle génération de chrétiens sociaux (Léon Hamel, Albert de Mun) prônait plutôt des réformes sociales.

Compassion de la hiérarchie catholique avec les pauvres et hostilité au socialisme et à la République

En 1891, le Pape Léon XIII publia l'encyclique *Rerum novarum* qui reconnaît la notion de juste salaire et la nécessité de réformes. Des prêtres s'engagèrent en politique. L'abbé Lemire fut élu député dans le nord.

Henri Cetty, curé à Mulhouse, fit construire des cités ouvrières et fonda des cercles de jeunes pour contrer l'influence des socialistes. Dès 1890, par le « toast d'Alger », le cardinal Lavigerie envisagea un ralliement des catholiques à la République. En 1892 il reçut le soutien de Léon XIII.

La Chambre des députés ayant opté pour la République en 1877, il revenait désormais aux républicains d'implanter solidement ce régime politique sur tout le territoire national. La hiérarchie catholique restait figée dans son antirépublicanisme qu'elle enseignait non seulement dans les églises, mais aussi dans les écoles. C'est pourquoi la République fit voter en 1881 une loi rendant l'enseignement public obligatoire, gratuit et laïc. S'ensuivirent des mesures d'expulsions des congrégations religieuses et la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905.

Dans l'affaire Dreyfus qui débuta en 1894, l'Église catholique se situait aux côtés des antidreyfusards et soutint les campagnes d'antisémitisme, notamment à travers le quotidien *La Croix*.

Cité ouvrière à Mulhouse (photo A. Wioland, 1905. Source : Alsatica)

Des chrétiens républicains et de gauche

L'Église étant de plus en plus marginalisée dans le monde ouvrier, dont la condition connut des améliorations grâce au syndicalisme et au socialisme politique, des chrétiens ressentaient le besoin de s'engager pour les valeurs républicaines aux côtés de personnes ne professant aucune religion. Les uns comptaient sur le poids de syndicats, d'associations et de coopératives. D'autres voulaient des réformes sociales votées par la représentation nationale. Ils restaient cependant hostiles à la révolution marxiste et athée telle que l'envisageait le parti communiste français après le Congrès de Tours (1920).

La réforme socialiste fut incarnée par *Le Sillon* de Marc Sangnier (1894), condamné par le pape en 1910 et transformé en mouvement *Jeune République* (1912), qui soutiendra le Front Populaire en 1936. Pour éviter que les chrétiens ne s'engagent dans la CGT athée, on fonda la CFTC en 1919.

L'entre-deux-guerres vit la naissance de l'action catholique spécialisée, notamment la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) au sein de laquelle des aumôniers prirent conscience que les paroisses étaient coupées du milieu ouvrier déchristianisé.

En 1937 commença la parution du journal *Temps Présent*, affirmant un catholicisme dégagé de sa vieille compromission avec la droite et la conservation sociale. Avant la guerre de 1939, il s'opposa sans ambiguïté au nazisme, au fascisme et à l'antisémitisme.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des chrétiens étaient engagés dans la résistance intérieure aux côtés de militants socialistes et communistes. En Allemagne, comme prisonniers, déportés ou travailleurs forcés, d'autres chrétiens étaient confrontés aux injustices sociales. Sous l'occupation allemande, en 1941, commença à paraître clandestinement *Témoignage chrétien*.

Après 1945, des prêtres deviennent ouvriers en usine. Ils épousent la cause de la classe ouvrière et militent à la CGT. En 1954, Pie XII condamne les prêtres-ouvriers.

En 1944 fut fondé le Mouvement Républicain Populaire (MRP), parti chrétien-démocrate défendant les valeurs de la Résistance et participant à des coalitions gouvernementales avec les partis de gauche, notamment la SFIO.

En 1950, la société éditrice Temps Présent fit paraître *La Quinzaine*, puis, après sa condamnation par Rome, la *Lettre* en 1957. Les deux publications exprimaient l'action et la pensée de militants chrétiens clairement engagés à gauche, convaincus de trouver dans l'Évangile un appel à une libération humaine, inséparablement spirituelle et sociale.

Ces militants se situaient dans une optique résolument anticapitaliste et socialiste, inspirée par la rencontre d'un marxisme humaniste et d'un christianisme révolutionnaire. Leurs thèmes de réflexion et d'action furent notamment les prêtres-ouvriers (à cette occasion, *La Quinzaine* sera condamnée par Rome), le mouvement de la paix, le dialogue avec les marxistes, la théologie de la libération, le combat des peuples pour leur indépendance (Indochine, Algérie), l'émergence du Tiers-Monde, une parole libre en fidélité aux Églises.

Dès sa création en 1969, le parti socialiste attira des chrétiens issus notamment des rangs de l'action catholique ouvrière et formés par la JOC. Ils furent rejoints par d'autres chrétiens venus du parti socialiste unifié (PSU).

Aujourd'hui, il est habituel que des ministres et des élus de gauche se réclament du christianisme. Nombreux sont aussi les chrétiens dans les mouvements altermondialistes et écologistes et dans les associations de défense des droits humains.

Jean-Paul Blatz

Lamennais, prophète pour notre temps

Dans un parcours de vie à contre-courant, Félicité Robert de Lamennais (1784-1854), prêtre conservateur, après une parenthèse libérale, se convertit au socialisme révolutionnaire. Magie du verbe et prophétisme sont les marqueurs de ce précurseur du christianisme social.

Quatorze ans après Chateaubriand, il naît sur le rocher malouin. Les gravures révèlent un petit homme fragile, aux yeux de braise. Visionnaire torturé intérieurement par les misères du monde, sa sensibilité d'écorché vif, son intuition politique hors pair, fascineront nombre de ses contemporains. Amitiés passionnelles exaltées dans ses lettres, d'où des conclusions hasardeuses négligeant que dans cette société d'hommes, le courrier échangé abonde de superlatifs affectueux. Ainsi, Victor Hugo, un de ses proches, lui écrira *« Je trouve plus de douceur à vous aimer qu'à vous admirer »*, *« J'aime encore mieux jouir de vous, par vous que dans un livre »*, *« Vous auriez avec moi de tendres épanchements »*.

Refus du juste milieu

Être complexe, avide d'absolu, animé par un feu intérieur, il ne supporte pas le juste milieu et basculera d'un bord à l'autre. C'est dire que ceux qui voient en lui l'ancêtre de la démocratie chrétienne font fausse route. Il défend une vision morale et sociale du christianisme : régénération spirituelle, recherche du chrétien parfait, avec pour viatique l'Évangile qualifié de sublime.

En proie à de grands tourments, il devient prêtre (1816). Véritable montée au Golgotha - il gémit sur le silence de Dieu - mais imagine-t-on un tel personnage en curé de campagne, dispensant des « homélies bondieusardes » ? Son destin est tout autre. De 1818 à 1822 paraissent 4 tomes de l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion*, révélant son génie littéraire et son romantisme. Ultraroyaliste et ultramontain[1], il mène une lutte sans merci contre le gallicanisme[1]. On lui propose la pourpre cardinalice, dont il n'a que faire. 1829, coup de théâtre, il rompt avec la monarchie dans un livre, *Des progrès de la révolution et de la guerre contre l'Église* et l'invite à se séparer des rois ; il commence à manifester des sympathies libérales[2]. En 1830, fondation du journal *L'Avenir* : il y défend l'égalité des sexes, les idées européennes, la faculté des peuples à disposer d'eux-mêmes, une république sociale progressiste, les libertés de conscience, d'association, de la presse et des communes. Des décennies s'écouleront avant que ces droits fondamentaux voient le jour.

Portrait de Lamennais par Jean-Baptiste Paulin Guérin (1827). Château de Versailles (source Wikimedia Commons)

Le pape et le clergé sont vent debout. Lecture et vente du quotidien interdites. Réconcilier Dieu et la liberté, quelle impudence pour un serviteur de la Sainte Église.

Dieu et la liberté

Obligé de suspendre sa publication, il part pour Rome avec deux de ses fidèles, Montalembert et Lacordaire, espérant naïvement que Grégoire XVI - pape réactionnaire inféodé aux puissants de l'époque, dont le sinistre Metternich - cautionnera leurs engagements idéologiques.

Après une attente de trois mois, Lamennais, sur le chemin du retour à Munich, reçoit le verdict papal : l'encyclique *Mirari vos* condamne sans appel toutes les thèses de *L'Avenir* : *« La liberté de la presse est la pire de toutes, qu'on ne pourra jamais assez exécrer et maudire. »* Réponse : *« Rome est un cloaque putride où on vendrait son père. »* Harcelé, fidèle à sa devise « Je plie mais ne romps point », il se soumettra à cinq reprises, la dernière fois après la publication en 1834 d'un véritable tsunami politique : *Paroles d'un croyant*. Ouvrage majeur, pavé dans la mare

cléricale qui connait un retentissant succès à travers le monde.

Écrit pour les ouvriers dont on connait la situation effroyable par les rapports - Villermé notamment -, ce pamphlet se déchaîne contre toutes les oppressions, dans un style inimitable et un lyrisme à couper le souffle. Sa confiance au christianisme originel n'est pas ébranlée, mais il pointe une religion inféodée aux tyrans. *« Partout en Europe, la force brute, l'odieux despotisme broient les peuples »*, *« Les larmes coulent des yeux des peuples et on entend leurs cris de souffrance »*, *« Le cœur saigne au drame des Polonais et le pape justifie les assassins »*. Il termine par un appel à la révolution armée. Les passions se déchaînent. Dans une nouvelle encyclique, *Singulari nos*, le pape se déclare saisi d'horreur par la perversité de ce livre. D'autres évoquent une apocalypse de Satan, un Marat affublé d'un prophète, un Robespierre en surplis, 93 qui fait ses Pâques...

Marseillaise des chrétiens

On ne tarde pas, toutefois, à parler de « Marseillaise des chrétiens ». Georges Sand lui écrira : *« Nous vous comptons parmi nos saints, vous êtes le père de notre Église nouvelle. »* Pour Edgar Quinet, *« l'avenir qui y est inscrit nous aidera à mieux supporter le présent »*. Plus tard, Martin Nadaud[3] l'utilisera pour apprendre à lire à sa femme.

Lamennais jette sa soutane aux orties, rompant ses derniers liens avec l'Église, tout en continuant de proclamer sa foi. Il est condamné à un an de prison pour ses écrits et son opposition au Gouvernement de Louis-Philippe. 1848 : création du « Peuple constituant ». Inspirateur et député de la Seconde République, il siège à l'extrême gauche et *« l'agonie de celle-ci le frappe comme un coup de massue »*. Il meurt, après avoir refusé opiniâtrement un prêtre. Dans son testament, il exprime sa volonté d'être inhumé civilement dans la fosse commune, pauvre parmi les pauvres. Craignant la foule des ouvriers parisiens, les autorités avancent ses obsèques à l'aube. Massés tôt sur le parcours du corbillard, ils crient « Vive Lamennais ». La police charge, y compris David d'Angers qui ne pourra pas entrer au Père Lachaise, faveur réservée à six personnes.

ET BUCHEZ ?

Comme Lamennais, son contemporain, initiateur du mouvement social chrétien. Il comparaît aux Assises pour ses idées et pour avoir essayé, en 1821, de soulever les Vosges contre les Bourbons. Il veut concilier socialisme et christianisme et milite pour le développement des Associations Ouvrières.

Les idées menaisiennes font leur chemin : Ozanam, encyclique *Rerum novarum*, Marc Sangnier et le Sillon, *Temps Présent* dont *Parvis* assure la succession et les prêtres ouvriers. Vatican II reconnaîtra implicitement la justesse de ses engagements. À la différence d'autres prêtres contestant l'Institution, il s'est engagé dans une rupture totale. Pour Sainte-Beuve *« le soleil ne se couche jamais sur la colère de Lamennais »*. Semant des graines pour des générations de chrétiens progressistes, ses interrogations, ses ambigüités font écho à celles de notre temps, même si aucun homme politique aujourd'hui ne peut revendiquer son héritage.

Injustement oublié, on ne lit plus guère cette figure de proue des chrétiens engagés, sauf les *Paroles d'un croyant*, bouffée d'oxygène dont le lyrisme brûlant peut encore enflammer des lecteurs du XXIe siècle. Pourtant, Lamennais parmi nous, comme hier à propos des pauvres bâillonnés par les puissants, s'indignerait avec le même cri, « silence aux réfugiés ». Figure emblématique pour ceux qui reconnaissent la transcendance de Dieu mais combattent la pesante hiérarchie ecclésiastique, son questionnement sur le point de savoir si on peut vraiment se dire chrétien en étant catholique choque toujours, mais il reste légitime.

Une vie militante irriguée par la pensée de Lamennais, au point d'atterrir mystérieusement à Saint-Malo, sur une place qui porte son nom et une incursion à La Chênaie (Côtes-d'Armor), cénacle où on accourait pour des causeries autour du maître, donnent la ferme conviction qu'écouter Lamennais, c'est entendre une leçon de foi et de courage. Cette aventure spirituelle, pour lutter contre tous les égoïsmes et d'abord les nôtres, une boussole pour les hommes d'aujourd'hui et de demain.

Michel Roussel

Sources : *Correspondance* (10 volumes) et *Le Portefeuille* (lettres reçues) de Lamennais.

[1]*Doctrine sur la primauté de l'Église romaine ou sur celle de l'Église de France.*
[2]*Défense des libertés politiques et de conscience et non acception actuelle.*
[3]*Maçon, préfet de la Creuse et député.*

La Doctrine sociale de l'Église catholique.

De Léon XIII à la théologie de la libération et au-delà

En 1891 le Saint Siège a pour la première fois décidé de s'intéresser à la question sociale. Depuis, l'évolution de ses positions est un indicateur précieux sur la manière dont l'Église catholique porte l'Évangile au sein de la modernité.

Rerum novarum, Léon XIII, 1891

L'encyclique *Rerum novarum* déclare s'intéresser à la « nouveauté » du monde, et elle tranche ainsi dès son titre sur la formulation de vérités éternelles et immuables. Pas d'anathèmes, comme l'Église en a lancé jusqu'à Pie IX[1]. Celui-ci a consacré ses efforts au renversement de l'ordre moderne. Son successeur pense que la modernité est là pour durer. Ce message de « ralliement » sera clairement perçu par les catholiques d'Europe, même ceux qui ne pouvaient penser le catholicisme sans un retour à « l'ancien régime ».

L'analyse « sociale » du document va lui donner sa portée. Si Léon XIII n'est pas le premier à dénoncer les injustices liées au salariat industriel, la nouveauté est qu'il veut engager l'Église dans la recherche de solutions véritables, excluant le socialisme comme fondé sur la lutte des classes, mais prônant la collaboration avec les États pour un usage des richesses respectant le « bien commun ».

La « Doctrine sociale » selon Pie XI

La question sociale ne reviendra au premier plan qu'avec le pontificat de Pie XI, après l'expérience de la Grande guerre et de ses conséquences, qui poussent le pape à promouvoir un « apostolat des laïcs ».

Dans les années 1920, certains catholiques en Italie s'engagent dans le fascisme. D'abord politique, ce type d'engagement des laïcs n'est pas celui que Pie XI attendait et il condamne rapidement la tendance identique de l'Action française. Il encourage une autre ligne qui récuse toute visée de pouvoir. Son fer de lance sera l'Action catholique. Elle entend se consacrer à l'évangélisation à travers l'humanisation de la société. Pie XI s'appuie sur les nombreux mouvements qui vont dans ce sens pour faire valoir une « doctrine sociale » et l'exprime dans l'encyclique *Quadragesimo anno* qui marque les 40 ans du texte de Léon XIII. Sa condamnation du socialisme est confortée par l'expérience de l'Union soviétique. Mais elle condamne aussi avec plus de force, au vu de la crise de 1929, l'accumulation capitaliste, qui confisque au profit de quelques-uns les biens nécessaires à la vie du plus grand nombre.

La « doctrine sociale de l'Église » est alors constituée jusqu'au concile Vatican II[2]. L'acceptation du syndicalisme, à travers la promotion des syndicats chrétiens, a fait refuser l'encyclique par une partie des catholiques. La ligne fascisante, opposée à la doctrine sociale, durera donc et se développera à la faveur des guerres.

D'autres milieux ont embrassé la doctrine sociale avec enthousiasme, religieux, laïcs, jeunes, prêtres diocésains, universitaires. Les néo-thomistes, les personnalistes dans la mouvance de Mounier lui donnent une assise philosophique.

> **« Si je fais l'aumône à un pauvre, on dit que je suis un saint, si je demande pourquoi il est pauvre, on me traite de communiste. » (Helder Camara, archevêque de Recife, promoteur de la théologie de la libération)**

De la Deuxième Guerre mondiale au concile Vatican II

L'affrontement au nazisme a divisé les catholiques pendant la guerre, la guerre froide contre le communisme après la guerre. La doctrine sociale de l'Église doit intégrer des ruptures douloureuses. Beaucoup ont découvert la dureté du travail ouvrier (Service du Travail Obligatoire, prêtres ouvriers). L'épreuve de la Résistance, face à la Collaboration, les arrestations, les déportations, les exécutions de prêtres et de militants

jusqu'en Allemagne, ont laissé des blessures.

Après la Deuxième Guerre mondiale la question sociale devient aussi celle du colonialisme, misère, faim, « Tiers monde », en même temps que les droits de l'homme sont plus universellement reconnus. Un « aggiornamento » s'imposait mais la pensée sociale de l'Église devait aussi évoluer. Les textes conciliaires et les documents sociaux[3] se sont ouverts à l'universel, selon la formule du dominicain Louis-Joseph Lebret, fondateur d'*Économie et humanisme* et inspirateur des encycliques de Paul VI : *« Un développement de tout l'homme, pour tous les hommes »*. Le développement devient le nouveau nom de la paix.

« Théologies de la libération »

Hors d'Europe, les catholiques ont en effet pris la mesure de problèmes sociaux qui étaient propres à leur pays. Le sociologue et théologien camerounais Jean-Marc Ela note[4] :

Jean-Marc Ela, théologien camerounais (1936-2008) (Source : tgbp.org)

« C'est en Afrique que la théologie de la libération est née », partant de situations concrètes, les lisant à la lumière de l'Évangile et débouchant sur une action de transformation. Les communautés de base se réclament d'elle. Elle apparaît dans un contexte de violence, de dictatures militaires réprimant dans le sang des insurrections populaires. Dénonçant l'injustice, elle s'est heurtée aux intérêts en place et s'est vue taxée d'inspiration marxiste. De courageux évêques l'ont pourtant soutenue comme inspirée par l'enseignement social de l'Église, dont l'évêque de Recife, Helder Camara.

Jean-Paul II et Benoît XVI

Ces deux papes ont partagé à l'égard de la théologie de la libération le soupçon d'infiltration marxiste. Ils n'ont pourtant pas renié l'apport de leurs prédécesseurs[5]. Jean-Paul II demande au Conseil Pontifical Justice et Paix de faire un Compendium de la doctrine sociale[6]. Mais là n'est pas sa priorité. Jean-Paul II et Benoît XVI lancent plutôt les JMJ, les rassemblements de piété. La crise structurelle est lue en termes de culpabilité individuelle, d'égoïsme, de « relativisme », et non plus de justice. Le jésuite Pierre de Charentenay écrit : *« L'influence de l'enseignement social de l'Église sera proportionnel à la capacité des laïcs d'agir dans la société où ils se trouvent »*[7]. Or vers 2000, cette capacité se dilue : moins de catholiques engagés, de prêtres, de religieuses, l'Action catholique vacille. Dans les pays neufs, au Brésil, en Afrique, en Asie, les Églises de type évangélique prolifèrent, étrangères au souci de justice et proches des intérêts nord-américains.

Et le pape François ?

Il hérite d'un catholicisme sinistré, divisé. La crise sociale liée au néolibéralisme est devenue permanente dans un climat de guerre diffuse. Loin de gémir, il en appelle à *« La joie de l'Évangile »*. Dans un monde qui étouffe la joie, il insiste sur le caractère positif de la pensée sociale de l'Église, les propositions, les signes d'espérance : *« Une foi authentique (...) implique toujours un profond désir de changer le monde »* (n°183). Il affirme[8] : *« L'amour des pauvres, c'est l'Évangile, ce n'est pas du communisme. »* Il dit ne faire que rappeler l'enseignement social de ses prédécesseurs, mais en le rendant concret (*Evangelii Gaudium*, n°182).

Et voilà qu'il s'adresse au monde entier. Laisser la terre se dégrader, c'est agir au détriment des plus pauvres. L'encyclique *Laudato si'* (juin 2015) insiste sur la dimension sociale du respect de la terre et renouvelle l'enseignement social. François sait l'opposition qu'il suscite parmi les dirigeants économiques, et d'abord catholiques. Mais il maintient : *« Personne ne peut se sentir exempté de la préoccupation pour les pauvres et de la justice sociale »* (*Evangelii Gaudium*, n°201). François a besoin de toute la conviction de l'Esprit et d'un vaste soutien pour faire avancer en ce sens la pensée sociale de l'Église.

Jean-Bernard Jolly

[1]*Pour mémoire : l'encyclique* Mirari vos *(1832) de Grégoire XVI condamnant le journal* L'Avenir *; le* Syllabus *(1864) annexé à l'encyclique* Quanta cura *de Pie IX, affirmant la totale incompatibilité du catholicisme avec le monde moderne.*
[2]*Deux compléments condamnent l'un le nazisme* - Mit brennender Sorge -, *l'autre le communisme* - Divini Redemptoris *(1937).*
[3]Mater et magistra, Pacem in terris, Populorum progressio, *lettre* Octogesima adveniens *au cardinal Roy et* Evangelii nuntiandi.
[4]*Revue* Les Réseaux des Parvis, *Hors série n°17, 2007, « Théologies de la libération ». Repris dans* L'Évangile sur les Parvis, *Temps Présent, 2015, p. 184.*
[5]*Il y a 3 encycliques sociales de Jean-Paul II, et une de Benoît XVI.*
[6]*En ligne : http://doctrinesocialeeglise.org/spip.php?rubrique10. Voir* Les Réseaux des Parvis, *trimestriel n°27, septembre 2005.*
[7]*Pierre de Charentenay,* Vers la justice de l'Évangile - Introduction à la pensée sociale de l'Église, *DDB, 2008. Voir L. Gouguenheim dans* Les Réseaux des Parvis, *Hors série n°21, 2009, « Capitalisme et libéralisme ».*
[8]*Aux représentants de mouvements populaires, à Rome, le 28 octobre 2014.*

Influence d'Emmanuel Mounier sur la gauche chrétienne

Emmanuel Mounier, bien que mort jeune (à 44 ans en 1950), a exercé une profonde influence sur les chrétiens engagés à gauche. Philosophe français, fondateur de la revue *Esprit*, il est à l'origine du courant personnaliste.

La jeunesse des années 1930 attribuait la grave crise de cette décennie à une crise de civilisation caractérisée par l'opposition de *« l'individu »* à *« la personne »*, se référant par là à Charles Péguy dont Mounier admirait la pensée. D'où l'appellation « personnalisme » de ce mouvement.
Ces jeunes intellectuels français veulent redonner la *« primauté à la personne »*, afin de retrouver la voie de la vraie hiérarchie des valeurs, pervertie par l'égoïsme du bourgeois, incapable d'élévation spirituelle. *« Le spirituel commande le politique et l'économique. L'esprit doit garder l'initiative et la maîtrise de ses buts, qui vont à l'homme par-dessus l'homme, et non au bien-être. »*
Même s'ils n'en font pas une condition d'appartenance indispensable, le christianisme les inspire car il porte une conception de la vie sociale. Jacques Maritain soutenait cette primauté spirituelle : *« Spirituel d'abord, économique ensuite, politique à leur service. »*

Agrégé de philosophie en 1932, Mounier quitte *« la sale machine universitaire »* à l'instar de Péguy, et décide de fonder une revue qui soit l'organe d'un mouvement de pensée visant à une rénovation totale de la civilisation. À travers cette revue *Esprit*, Mounier recherche une voie humaniste qui ne soit ni le libéralisme ni le marxisme. Il souhaite rénover une société en crise sans barrières de sensibilités politique ou religieuse au moyen d'une véritable révolution spirituelle qui opérerait une transformation radicale des structures sociales et économiques.

Il déplore la compromission de l'Église avec un ordre social et politique fondamentalement injuste. C'est dans cette optique qu'il fustige tout conformisme social ou moral et rejette catégoriquement toute forme d'autoritarisme :
- le capitalisme qui, bafouant les valeurs humanistes héritées des Grecs, du Judaïsme et du Christianisme, développe une société libérale et individualiste (marquée, selon le Personnalisme, comme *« dispersion »* et *« avarice »*) ;
- le communisme totalitaire et le fascisme qui broient l'individu et nient la primauté de la personne. La solution réside dans l'établissement d'un *« ordre nouveau »*, orienté vers une organisation *« fédéraliste, personnaliste et communautaire »* des rapports sociaux.

Bien des artistes s'expriment librement dans *Esprit*. Des réfugiés pourchassés par les nazis trouvent refuge auprès de l'équipe composant cette revue. Mounier inspire les plus grandes figures du XXe siècle, les philosophes Emmanuel Levinas ou Paul Ricœur. La complicité avec les théologiens annonciateurs du concile Vatican II, de Lubac, Congar, Chenu, est évidente.

Après la guerre, il multiplie les voyages et les contacts. Il participe à la réconciliation franco-allemande, le vrai point de départ de la re-création de l'Europe. En 1948, il crée le Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle.

Le respect de la personne est primordial : *« Une action est bonne dans la mesure où elle respecte la personne humaine et contribue à son épanouissement ; dans le cas contraire, elle est mauvaise. »*

E. Mounier (source : Google Images)

D'un séjour en Afrique en 1948 avec Marc Sangnier, il revient avec l'idée que la décolonisation est inévitable. Ce dernier, dès 1890, dénonçait la colonisation : *« De quel droit s'introduit-on chez un peuple et lui impose-t-on un progrès dont il ne veut pas le plus souvent ? (...) Comment ose-t-on contraindre les peuples à accepter un progrès dont la vertu n'est nullement évidente... ? Que fait-on donc du grand principe de la liberté des peuples ? »*
Et Mounier d'ajouter en 1948 : *« On ne se débarrasse pas de l'Afrique, pas plus que personne, des racines qui le portent et de l'air qu'il respire »*, dans *L'Éveil de l'Afrique noire*.

La pensée d'Emmanuel Mounier est fondamentalement éducative. Il assigne à l'éducation l'objectif d'éveiller les personnes, de les révéler à elles-mêmes dans le respect de leur enracinement et de leur vocation. Il ne cesse de fustiger les conformismes ambiants, sociaux ou pédagogiques. Il cherche en fait moins à établir un programme d'enseignement qu'à générer une nouvelle façon d'être.

Nicole Palfroy

Témoignages des prêtres-ouvriers de Caen (ECCO) sur leurs choix de vie et d'engagement

Dans les différentes équipes Mission de France où j'ai été, mes compagnons de route ont toujours été le travail (maçon, manutentionnaire, peintre), l'engagement syndical à la CGT et la lutte pour la paix. Ma retraite professionnelle en 1991 ne change rien à mon engagement syndical et pacifiste. C'est la vie quotidienne avec cette multitude de militants de tout poil embarqués dans un même combat syndical, humanitaire, pacifiste, antiraciste... qui m'a fait découvrir Celui en qui j'ai fait le pari de croire et dont j'essaie, vaille que vaille, de témoigner : un Dieu actuel dont le visage est Jésus-Christ, l'Homme qui m'aide à me dépoussiérer de mes certitudes, l'Homme qui rend libre et nous aide à devenir vivants. Un Dieu en mouvement, donc un Dieu pas fini, un Dieu qui devient de plus en plus Dieu à mesure que l'humanité devient de plus en plus humaine. Et cela, ça dépend de nous, car Dieu croit en l'homme et nous demande de prendre le relais de son Fils.
J'entends dire souvent, chez les responsables de l'Église, que l'Eucharistie est le « centre » de la vie chrétienne. Je ne sais pas trop ce que cela veut dire car, pour moi, c'est toute la vie qui est eucharistie. Pour ce qui est de la « liturgie eucharistique », je prends vraiment à mon compte les paroles de la consécration « *Faites ceci en mémoire de moi* » qui, pour moi, veulent dire : « Donnez, comme moi, votre vie au service des autres. »

Claude Simon

En 1971, à mon arrivée en France, l'entrée au travail donne un grand coup d'arrêt au peu qui me reste d'ancrage de ma vie comme membre d'un ordre religieux. Le cultuel est mis de côté et donne place entièrement au combat pour la dignité de l'homme. La foi d'avant, la foi dans un Dieu qui peut tout et qui domine tout, est remplacée par une foi dans l'humain.
Maintenant je crois au combat pour la dignité de l'homme en tous ses aspects, mais gardant la foi dans le Dieu révélé par Jésus-Christ, le Dieu des petits et des pauvres. Cela m'amène, occasionnellement, à le célébrer par des actes cultuels. Je crois qu'un jour viendra où ce sera à l'homme d'aider Dieu, et non à Dieu d'aider l'homme à sauver l'humanité.

José Reis

Le travail professionnel, pour moi, va commencer au début des années 70 dans une entreprise de commerce de gros avant un temps de permanent syndical et une fin de carrière en comité d'établissement dans une grosse boîte... Je vais être militant syndical cédétiste d'abord puis à SUD Solidaires. C'est mal vu de contester, de s'opposer au pouvoir, de revendiquer, surtout pour un prêtre. Il y a quantité de réalités incompréhensibles quand on ne vit pas dans sa chair la réalité ouvrière.
Les réalités ouvrières vont faire que ça me devient de plus en plus insupportable de participer à un culte coupé de la vie avec des sermons, des discours, ou bien qui plagient les lectures bibliques faites comme si c'étaient des textes d'aujourd'hui, ou bien qui déversent une morale dogmatique où l'on ne sent pas la tendresse du Dieu de Jésus envers tous les humains. De vieux textes d'un autre temps sont lus sans donner le contexte de l'époque, comme si le Dieu de Jésus se moquait de l'histoire humaine.
Il m'a fallu du temps pour imbiber mon esprit de la conviction que la vie divine circule au travers de tout ce qui bâtit l'humain et que c'est là que le Dieu de Jésus se rencontre. La vie divine est à rencontrer par excellence dans les plus méprisés des humains, comme elle s'est fait voir dans la vie et les actes d'un homme pauvre de Galilée appelé Jésus.

Michel Gigand

Le vrai de la vie se trouve dans le travail quotidien, dans la vie quotidienne et non pas dans les choses cadrées de la religion catholique. Je rentre au séminaire en ayant le projet d'être prêtre-ouvrier... Les prêtres-ouvriers du Havre ont accepté de m'accueillir dans leur équipe, cela a été vraiment riche de rencontres avec des hommes et des femmes à la fois engagés dans la vie du monde avec le projet d'y vivre l'Évangile. L'essentiel est d'être là où se joue la vie des hommes, là où peut se faire la rencontre du Dieu de Jésus-Christ. Leur grande liberté, par rapport aux actes de religion prescrits par l'Église, m'a libéré fortement moi-même des pratiques religieuses de mon enfance. Plus tard, aux PTT, je fais la démarche de me syndiquer à la CGT.
Dans toutes ces années de travail, dont vingt-cinq passées aux PTT, et maintenant à la retraite, j'ai pu partager avec les collègues de travail et les militants syndicaux beaucoup de revendications et de valeurs communes de solidarité et de luttes pour la défense des services publics et des droits des salariés. Ce faisant, s'est forgée de plus en plus la conviction de participer à une humanité en marche pour un avenir meilleur qui, je le crois, a quelque chose à voir avec le Royaume annoncé par Jésus.

Jean-Marie Peynard

La gauche ne peut pas mourir

Être de gauche, cela signifie ne pas laisser régner le capital, c'est refuser de se laisser prendre au chantage : « À mes conditions ou rien ».

On entend parfois des discours du type « ni droite, ni gauche » voulant parler de la fin des catégories « droite » et « gauche » et du dépassement définitif de leur autonomie politique. Et Manuel Valls de déclarer le 14 juin 2014 : *« Oui, la gauche peut mourir »*, Régis Debray renchérissant le 3 juillet 2014 : *« La gauche est déjà morte »*, réduisant la gauche au parti socialiste.

D'où l'idée de se demander quelles sont les caractéristiques de la gauche. L'économiste Frédéric Lordon la définit ainsi pour la différencier et l'opposer à la droite : il s'agit de l'égalité et de la démocratie vraie qui ne peuvent être réalisées quand la société est abandonnée à l'emprise sans limite du capital, compris aussi bien comme logique sociale que comme groupe d'intérêt. Être de gauche, cela signifie donc ne pas laisser régner le capital, que ce soit au niveau des banques, du « pacte de responsabilité » ou de l'assurance chômage. Car en chacune de ces occasions, on peut voir le fond du capital, c'est-à-dire son projet d'emprise totale sur la société, sa manière de se la subordonner entièrement. Ce n'est pas qu'il n'ait pas fallu sauver les banques, mais en leur demandant en contrepartie de s'interdire de recommencer leurs dérapages. Que le capital vise l'emprise totale, cela découle du processus même de l'accumulation. Aucune limite n'entre dans son concept, ce qui signifie que les seules bornes qu'il est susceptible de connaître lui viendraient du dehors, sous la forme de la nature épuisée ou de l'opposition politique.

Dans le pacte de responsabilité, l'axiome central étant que le salut est dans l'entreprise, il faut tout lui accorder et sans la moindre réserve. Le capital prend en otage les salariés individuellement quand l'accès à la monnaie est le point de passage obligé de la simple survie et que cet accès n'est possible que sous la forme du salaire. Mais il les prend aussi en otage collectivement, puisque de sa position dans la société économique, il lui revient l'initiative de la production, du lancement des projets et de l'investissement, qu'il peut fort bien décider de geler lorsque, après avoir prononcé un « à mes conditions ou rien », il estime qu'on n'a pas encore fait assez droit à ses desiderata. Être de gauche, c'est refuser de se laisser prendre dans ce chantage chronique, c'est-à-dire transformer les structures qui arment ce chantage et déterminent la position de force du capital dans la société.

D'une façon plus globale lorsque l'homme ne devient qu'une variable d'ajustement dans l'entreprise où la motivation principale est le profit, la rentabilité économique, il n'est plus tenu compte des drames humains qu'occasionnent chômage, licenciement, recherche effrénée de productivité ou délocalisation. Si l'homme était au cœur du système, cela se traduirait concrètement par des relations de confiance, de vérité, le respect, la responsabilité et la solidarité. Ces préoccupations sont plutôt celles de la gauche mais il deviendrait injuste d'accuser la droite d'un manque total d'humanité. Pensons au célèbre débat télévisé (1974) entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand où l'expression *« Vous n'avez pas le monopole du cœur »* a été répétée trois fois.

« Quand le capital est érigé en idole et commande toutes les options des êtres humains, quand l'avidité pour l'argent oriente tout le système socio-économique, cela ruine la société, condamne l'homme, le réduit en esclave, détruit la fraternité entre les hommes, oppose les peuples les uns contre les autres et, comme nous le voyons, met même en danger notre maison commune. » Voilà ce que déclare le pape François et, quand on lui demande s'il est de gauche, il répond : *« Peut-être a-t-on l'impression que je suis un peu gauchissant, mais je n'ai pas dit une seule chose qui ne se trouve pas dans la doctrine sociale de l'Église. »*

« Quand le capital est érigé en idole, cela ruine la société, condamne l'homme et le réduit en esclavage. » (Pape François)

Et pourtant ce type de discours n'est pas un discours de droite. Si être chrétien à gauche consiste à faire sien et à mettre en œuvre ce discours, non seulement la gauche ne peut pas mourir, mais elle ne doit pas mourir. Elle a encore un bel avenir devant elle, malgré les tentations de repli identitaire de certains courants conservateurs.

Georges Heichelbech

Un idéal de gauche pour notre temps

Une économie au service de la démocratie et de la fraternité universelle

Après la disparition de l'URSS en 1991, certains commentateurs politiques annonçaient « la fin de l'histoire ». Ce n'était pas une boutade. Ils parlaient de la fin d'une période de l'histoire contemporaine où le système économique capitaliste était contesté par des démocraties populaires dirigées par des partis communistes et de l'omniprésence du libéralisme économique dans le monde entier. En France, d'autres experts prophétisaient la fin des catégories « droite » et « gauche » et le dépassement définitif de leur antinomie politique laissant entendre que le libéralisme vainqueur n'avait besoin que de « gestionnaires » et de ministres technocrates, formant un gouvernement d'union nationale. Dans la pratique, les gouvernements sociaux-démocrates et même socialistes d'Europe auxquels le peuple souverain a confié le pouvoir exécutif se situent par rapport au pouvoir du capital comme des gouvernants de droite ou du centre même si, avant le scrutin, ils prônaient encore la lutte contre la finance internationale. Confrontés à une crise financière devenue économique suscitée par les dérèglements du capitalisme, ces dirigeants subventionnent la production dans l'espoir de réduire les délocalisations et les suppressions d'emplois en attendant une offre d'emplois supérieure aux pertes. Par ailleurs, ces mêmes dirigeants tentent d'appliquer les directives européennes concernant la limitation du déficit budgétaire par une croissance des prélèvements obligatoires et un blocage des salaires, mesures limitant la consommation et les ventes et favorisant l'achat de produits importés, moins chers que ceux qui provenaient des entreprises locales. Le rôle de l'État diminue dans la redistribution équitable des richesses produites par le pays. La couverture sociale universelle est remise en cause et la retraite par capitalisation est appelée à se substituer à la retraite par répartition.

Désormais, le capital vise une emprise totale sur l'homme et ses milieux de vie. Son développement s'opère à la fois en intensité et en extension. En intensité par l'effort de la productivité sans fin. En extension par l'envahissement de nouveaux territoires, l'Afrique après l'Asie, et l'ouverture de nouveaux domaines à la marchandisation. Le capital compris comme logique économique et structure sociale est une puissance. En l'absence de toute opposition significative et organisée, il n'a d'autre projet que de mettre en coupe réglée la société toute entière. Il est une forme de tyrannie, certes adoucie par la consommation et le divertissement sous nos attitudes, mais tyrannie quand même, surtout dans les pays moins développés. Le capital a l'initiative de la production, du lancement des projets et de leur financement. Lorsque qu'un « pacte de responsabilité » est fondé sur l'axiome que le salut est dans l'« entreprise », il faut tout lui accorder et sans la moindre réserve. De même qu'au sauvetage des banques en 2008 on n'a pas exigé en contrepartie la déprivatisation, même partielle, du système bancaire.

Face au capitalisme, la gauche est d'une autre étoffe. Elle est une idée : Égalité et démocratie. Or égalité et démocratie vraie ne peuvent être réalisées quand la société est abandonnée à l'emprise sans limite du capital compris aussi bien comme logique sociale que comme groupe d'intérêts. Être de gauche, c'est se situer d'une certaine manière vis-à-vis du capital : refuser la souveraineté du capital.

Par quelles mesures ? Par la restriction des mobilités offertes au capital : délocalisations, mouvements de capitaux, implantation des sièges, zones *offshore*. Par la limitation des contraintes de rentabilité imposées par les actionnaires aux entreprises qui réduisent les coûts salariaux et procèdent à des licenciements. Par le plafonnement de la rémunération des actionnaires. Par la définanciarisation de l'économie et la fermeture des bourses. Par la limitation de la concurrence sauvage. Par ailleurs, le capitalisme ne doit-il pas être tenu pour responsable des torts causés à la société lorsqu'il transforme l'intérêt général en un intérêt qui lui est particulier ? Le capital doit indemniser les chômeurs et les intermittents, compenser les baisses de revenus, payer pour les flexibilisations, les précarités et les rythmes de vie brisés.

Être de gauche, c'est vouloir la transformation radicale du système économique actuel dans une démarche citoyenne. D'abord par une scrupuleuse analyse personnelle et en groupe de réflexion. Puis par

Chrétiens de gauche ou chrétiens à gauche ?

l'engagement dans un syndicat, un parti politique, des associations de consommateurs. Aussi par la création de groupes de lobbying, dans nos villes, nos régions, auprès de la Commission européenne.

C'est aussi user le plus judicieusement possible du droit de vote au moment des élections législatives nationales - et présidentielles en France - et des élections européennes. Nous nous sentons certainement très minoritaires dans une société de l'insouciance et de la consommation qui frise l'inconscience politique. La politique économique ne peut être laissée entre les mains des seuls actionnaires, mais doit être supervisée par les élus de la nation.

Une grande majorité des électeurs devrait voter à gauche puisque le système capitaliste cherche à privilégier une minorité de possédants. Pourquoi une partie des ouvriers et des employés votent à droite, voire à l'extrême droite et contre leurs intérêts ? Peut-être parce qu'une propagande irrationnelle attise leurs peurs et les pousse vers le populisme autoritaire ?

Être de gauche c'est donc conscientiser les personnes pour en faire des citoyens responsables et capables de choix politiques personnels et libres. C'est continuer à travailler à la formation initiale par l'enseignement obligatoire et à la formation continue des adultes. C'est lutter contre l'ignorance, contre toutes les ignorances. C'est expliquer aux travailleurs que si la gauche a réduit la durée du travail, ce n'est pas pour que les gens deviennent dépendants de la télévision commerciale, mais qu'ils plongent avec délices dans la lecture et s'ouvrent avec bonheur à la culture.

Être de gauche, c'est rappeler l'idéal démocratique et rendre vivantes les valeurs qui l'incarnent : la justice, la paix, la liberté, l'égalité, la solidarité, la fraternité... En novembre 2015, alors que la mort nous frôlait, nous avons vécu un moment privilégié de partage et d'unité, d'élévation commune en lieu et place de l'habituelle consommation, d'échanges de mots d'amour sans fausse honte. Nous avons compris que le prochain est mon voisin qui m'est étranger. Mais qu'il est aussi l'habitant du bout du monde dont l'avenir dépendra peut-être de moi et le mien du sien. Le réfugié et le demandeur d'asile politiques seront accueillis dans mon pays.

Après les attentats de Paris, marche à Toulouse le 21 novembre 2015
(photo Gyrostat. Source : Wikimedia Commons)

Être de gauche c'est donner la même chance à tous les enfants de la République. C'est vivre la laïcité grâce à une école ouverte à tous et assurant aux jeunes une culture religieuse. C'est de renforcer l'égalité entre hommes et femmes, dans la société, dans la vie affective et dans l'activité professionnelle. C'est aussi assurer une couverture médicale pour tous pour en finir avec la précarité de nombreux citoyens.

En cette fin d'année 2015, nous avons l'impression que la recherche d'une plus grande sécurité pourra porter atteinte à certaines libertés et que les inégalités matérielles augmenteront dans notre pays. Ne sont-ce pas là des raisons supplémentaires pour affirmer publiquement nos convictions ? Chercher à les imposer ne servirait certainement à rien. Faisons confiance à la liberté de chacun de nos concitoyens pour s'approprier notre idéal et laissons-lui le droit de le refuser.

Et les chrétiens ? Ils peuvent sans hésitation adhérer aux lois votées par la gauche qui accordent plus de libertés qu'elles n'imposent de contraintes. Dans les paroisses, les électeurs de gauche sont encore plus minoritaires que dans la société. Ils sont confrontés à d'autres chrétiens qui exigent de la République qu'elle inscrive dans sa loi des dogmes plus fidèles à des traditions catholiques qu'à l'Évangile. C'est le moment de nous rappeler notre foi en Jésus-Christ, qui, par sa résurrection, a vidé tombeaux et tabernacles pour être vivant dans chaque homme et chaque femme et qui a fait de l'humanité un peuple de frères et de sœurs, uni et debout.

Mais les chrétiens ont peut-être encore une autre mission. Celle de libérer les livres qui inspirent les croyants (Bible, Coran...) des contingences spatio-temporelles inhérentes à chaque récit humain et qui ne parlent plus aux femmes et aux hommes du XXIe siècle. Il leur revient de mettre les sciences exégétiques et historiques au service d'une lecture contemporaine de ces sources afin d'y recueillir la « substantifique moelle » d'un message délivré à toute l'humanité pour les siècles des siècles.

Jean-Paul Blatz

FÉDÉRATION RÉSEAUX DU PARVIS

Assemblée générale et forum des Réseaux du Parvis 23, 24 et 25 octobre 2015 - Strasbourg

C'est à nouveau le Centre culturel Saint Thomas à Strasbourg qui a accueilli notre assemblée générale cette année. L'organisation en a été particulière puisque nous avions décidé en 2014 que notre évènement local pour contribuer à « Concile 50 / Council 50 » serait une journée de forum incluse dans l'assemblée générale. Il nous a donc fallu compresser un peu l'assemblée générale proprement dite pour laisser toute la journée du samedi 24 octobre disponible pour le forum.

Nous étions un peu moins nombreux que les années précédentes : est-ce la date, au milieu des vacances, qui était moins favorable, ou bien est-ce en raison du vieillissement de nos associations ? Nous aurons la réponse à l'assemblée de 2016... En revanche la présence dynamique de cinq membres de la JEC a considérablement fait baisser la moyenne d'âge des participants. Merci à eux !

Vendredi 23 octobre après-midi, une cinquantaine de participants ont visité le Conseil de l'Europe et, pour beaucoup, découvert les spécificités de « l'Europe des 47 ». Mme Gabriela Battaini Dragoni, secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe, a dans un premier temps présenté le fonctionnement des différentes institutions qui composent l'institution internationale. Ensuite Mme Maritchu Rall, déléguée par la présidente de la Conférence des OING (organisations internationales non gouvernementales), en a détaillé les objectifs et les modalités de travail ; les représentants du Réseau Européen Églises et Libertés (dont Parvis est membre), François Becker, Robert Simon et Fernand Jehl, ont précisé comment et sur quels sujets ils s'investissent au sein de cette Conférence et de ses groupes de travail.

Table ronde au Conseil de l'Europe à Strasbourg, 23 octobre 2015 (photo Claude Naud)

L'assemblée générale statutaire

Dès la fin du dîner a eu lieu la première partie de l'assemblée générale statutaire, avec la présentation des différents rapports d'activités : rapport général, Groupe Internatio-

nal de Parvis (GIP), Groupe Évangile et Société (GES), Observatoire chrétien de la laïcité (OCL), la revue, le site web, les jeunes, le collectif des Amis de Parvis. Des questions de précisions et d'explicitation ont pu être posées, les questions de fond étant reportées à la deuxième partie de l'assemblée générale, le dimanche matin.
Le dimanche matin a donc été occupé par la présentation du bilan financier et du budget prévisionnel, puis par les débats et les votes statutaires. Les orientations prioritaires ont été reconduites, celle concernant la revue est reformulée ainsi : « *amélioration de la communication interne et externe ; promotion de la revue et du livre* L'Évangile sur les Parvis *; présence dans les médias* ».
C'est ensuite le conseil d'administration qui s'est réuni : malgré un appel pressant, aucun nouveau candidat ne s'est proposé pour le bureau, dont heureusement la trésorière a accepté finalement de continuer sa tâche (un grand merci !). Mais il est vrai que cette situation est préoccupante et que le bureau ne pourra faire que ce que ses forces lui permettront.

Quelques éléments importants de nos débats

Les abonnements à la revue sont stationnaires, ce qui ne suffit pas pour assurer sa survie à moyen terme. Il est essentiel de trouver de nouveaux abonnés.
Le GES, qui a piloté la rédaction du livre *L'Évangile sur les Parvis*, a conçu un document d'une trentaine de pages pour aider les associations qui voudraient organiser localement une rencontre autour de ce livre. Chacune de nos associations y est d'ailleurs vigoureusement invitée. Et encore bravo et merci à toute l'équipe qui s'est investie dans ce travail, et tout particulièrement à Lucienne Gouguenheim.
La JEC continue avec dynamisme sa démarche de reconstruction et a relancé son appel à des accompagnateurs pour soutenir ses équipes.
La réflexion sur la place de l'OCL au sein de Parvis en est à un rapport d'étape, qui a été communiqué aux participants. Cette réflexion se poursuit sereinement, malgré la difficulté actuelle de voir le concept de laïcité confisqué par certains et détourné dans le sens de l'islamophobie.
La composition de la délégation des Parvis à Concile 50 (20-22 novembre à Rome) a été présentée : Jean-Pierre Schmitz, responsable du GIP, Marie-Anne Jehl, présidente de la Fédération, et Fernand Jehl, un des représentants du Réseau Européen Églises et Libertés à la conférence des OING au Conseil de l'Europe ; et aussi, bien sûr, François Becker et Raymond Godefroy, membres de l'équipe d'organisation.

Assemblée générale des Réseaux du Parvis à Strasbourg, 23 octobre 2015 (photo Claude Naud)

Le forum « l'Évangile sur les Parvis » du samedi 24 octobre

Rappelons les objectifs de ce forum, notre évènement local Concile 50 :
- montrer la réalité des lieux et communautés où se vit l'Évangile, dans mais surtout hors des institutions ecclésiales ;
- montrer aussi que nos engagements pour la justice, la paix, l'égalité femmes-hommes, le développement, la laïcité, etc. sont indis-

sociables de notre adhésion aux valeurs de l'Évangile ;
- intégrer la diversité des approches et le débat comme des situations positives ;
- formaliser notre contribution à Concile 50 : messages, vidéos, panneaux etc ;
- célébrer notre fraternité et notre diversité.

Des associations membres de la Fédération, mais aussi des groupes locaux représentatifs de ce qui se vit sur les parvis à Strasbourg ont proposé des ateliers et/ou des stands. Toute la journée les participants ont pu circuler parmi la quinzaine de stands et participer aux ateliers de leur choix (20 propositions) : il y a eu deux sessions d'ateliers par demi-journée, proposant chacune dix possibilités.

Et nous ne sommes pas restés entre nous : des visiteurs nous ont rejoints tout au long de la journée, à l'invitation des membres strasbourgeois de Parvis ou simplement informés par la presse (articles dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace*). Une bonne trentaine de personnes s'étaient même inscrites au déjeuner, une quinzaine au dîner.

Nous étions donc nombreux, à 16h15, pour écouter la conférence de Jo Spiegel, maire de Kingersheim, *« Faire (re)naître la démocratie. Plaidoyer pour une démocratie-construction »*. Son témoignage d'élu de terrain engagé dans une démarche participative et d'homme à l'écoute de l'Évangile soucieux de spiritualité a fait forte impression et réveillé les enthousiasmes. Les échanges qui ont suivi son intervention ont été intenses, à la hauteur des préoccupations et des engagements des membres de Parvis dans tous les domaines de la société.

Enfin, après le dîner, nous avons célébré ensemble autour du thème « Humaniser le monde par-delà les religions ». Au cours de cette célébration, préparée par Jonas Strasbourg, David & Jonathan et le Groupe interreligieux et inclusif de Saint Guillaume (paroisse protestante de Strasbourg), après la présentation des messages des ateliers de la journée, nous avons entendu des textes évoquant la fraternité dans les traditions chrétienne, juive, musulmane et humaniste, et bien sûr nous avons chanté et prié ensemble dans la richesse de notre diversité.

Nos délégués à Concile 50 ont donc pu en témoigner : il se passe beaucoup de belles choses sur les parvis. À l'écoute de l'Évangile, nous nous confrontons à toutes les situations d'injustice et d'exclusion dans le monde d'aujourd'hui. Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de solutions simples aux problèmes posés mais nous nous savons appelés ensemble à encore plus de solidarité et de fraternité, et nous en vivons des exemples au quotidien.

Rendez-vous à l'abbaye Saint Gildas de Rhuys, près de Vannes (Morbihan), les 25, 26 et 27 novembre 2016, pour la prochaine assemblée générale !

Marie-Anne Jehl

Stands d'associations invitées au forum de Strasbourg, 24 octobre 2015 (photo Claude Naud)

NB : Le communiqué de presse publié à la fin de la rencontre Concile 50 à Rome est sur notre site internet (http://www.reseaux-parvis.fr/2015/12/02/concile-50-un-rassemblement-international-a-rome-en-novembre-2015/)

FÉDÉRATION RÉSEAUX DU PARVIS

Forum des Réseaux du Parvis - 24 octobre 2015 : les ateliers

Les thèmes des ateliers, animés par des associations des Réseaux du Parvis et des associations extérieures, étaient variés. Nous vous proposons ci-dessous des extraits de comptes rendus et quelques messages des ateliers lus pendant la célébration du même jour.

Chrétien-ne-s et homosexuel-le-s, qui sommes-nous dans l'Église ?

Animation : David & Jonathan

Les horizons des participants étaient divers et leurs attentes vis-à-vis de l'atelier aussi. Nous avons défini ensemble les expressions : LGBTI, homosexuel-homosensible, *coming out*. Au sujet des personnes intersexes, nous avons évoqué la première décision de justice reconnaissant en France le genre neutre. Nous avons parlé du concret de nos Églises locales : paroisses ou communautés de foi. Il est plus facile de vivre en vérité ma foi et ma préférence sexuelle lorsque la communauté où je pratique est accueil, inclusive... A. a expliqué pendant le tour de table sa foi profonde, mais son impossibilité de la vivre au sein d'une Église institutionnelle qui rejette son orientation sexuelle.
Lors de la célébration nous avons partagé le syllogisme suivant avec tous les participants :
(Majeur) Tout amour vient de Dieu.
(Mineur) Deux personnes s'aiment jusqu'à leur mort : elles s'aiment, c'est de l'amour.
(Conclusion) Cet amour vient de Dieu.
(Problème) C'est deux hommes ou deux femmes.
Cet amour vient de Dieu.
Alors, disons : C'est bien (en latin) *Bene dicamus / Benedicamus*.

Damien Coulbeaut

Une association au service de l'amitié entre Juifs et Chrétiens

Animation : Association œcuménique Charles Péguy

En 1965, à la fin du Concile Vatican II, la déclaration conciliaire *Nostra Aetate*, tournant historique majeur dans les relations de l'Église avec les religions non chrétiennes, exprimait en direction du judaïsme la volonté expresse du pape Jean XXIII de bâtir des relations fraternelles avec les juifs et de sortir de l'idée de leur responsabilité collective dans la crucifixion du Christ.
Cette déclaration avait été précédée par les paroles et les actes d'hommes inspirés (Théodore Ratisbonne, Charles Péguy, Jacques Maritain, Pie XI notamment), de groupes inspirés (par exemple le Conseil International des Chrétiens et des Juifs qui, en 1947, a produit un document appelé les 10 points de Seelisberg ou comment changer la relation des chrétiens au judaïsme). L'objectif était de passer de l'enseignement du mépris (désigné par Jules Isaac) à l'enseignement de l'estime (préconisé par le Concile Vatican II).
Après le Concile Vatican II, de nombreux gestes et actes notamment de la part des papes ont poursuivi le même chemin. La route est longue et quelquefois difficile. Aujourd'hui et depuis plus de 25 ans, l'association œcuménique Charles Péguy, qui réunit des protestants et des catholiques, s'inscrit dans l'orientation du Concile. Elle propose aux chrétiens d'approfondir leur connaissance du judaïsme, des racines juives du christianisme afin de pouvoir établir dans la confiance et dans la durée un dialogue judéo-chrétien trop longtemps rompu et si souvent malmené et de lutter partout où cela s'avère nécessaire contre l'antisémitisme. Nous croyons que seuls la vérité et le courage permettront que s'établissent dans notre société des relations durablement apaisées entre les hommes.

Barbara Calligaro

À travers les écrits de précurseurs et de théologiens, la recherche d'une autre manière de vivre sa foi aujourd'hui

Animation : Nous sommes aussi l'Église (NSAE)

NSAE a toujours été, et reste persuadée, que notre foi se vit dans les engagements pour une société plus juste et plus solidaire, que l'Évangile se vit dans une implication sociale et politique. Une question : comment faire de nos engagements dans le monde un chemin de foi ? Nous avons pris petit à petit conscience qu'il était nécessaire d'approfondir le fondement de notre foi, de tenter de la rebâtir dans la modernité, de travailler à l'actualiser, en lien avec les avancées de la science et de la pensée, d'éliminer les croyances qui ne tiennent plus la route, et surtout de redécouvrir Jésus débarrassé de tout ce qui lui a été attribué indûment au cours des siècles.
NSAE a proposé de mener une réflexion à partir de quelques questions : quelles interrogations et quels faits de vie nous ont amenés à approfondir et à remettre à plat notre recherche spirituelle ? Quelles remises en cause avons-nous pu faire, pour quel renouvellement, voire quelle refondation ou recréation de notre foi ? Comment ces nouvelles voies de relecture de l'Évangile sont-elles appréhendées par notre entourage, les gens avec qui nous partageons une vie de foi ? Dans quel sens cela fait-il évoluer

notre conception de « faire Église » ou faire « communauté de partage de foi » ?

Annie Barbay

Le parcours du migrant

Animation : CIMADE (service œcuménique d'entraide)

Offrons l'hospitalité à ceux qui fuient les désordres mondiaux. Osons dépasser les réticences et les préjugés. Il en va de l'avenir de notre société qui ne sera véritablement en paix avec elle-même que lorsqu'elle saura assumer et valoriser sa pluralité.

La parité, urgence sociale, exigence évangélique

Animation : Femmes et Hommes, Égalité, Droits et Libertés dans les Églises et la Société (FHEDLES)

Nos sociétés occidentales ont mis au point tout un arsenal de lois, de moyens divers pour faire avancer la question, mais les faits ne suivent que lentement. L'urgence ne serait-elle plus de mise ? *La Croix* du 13 janvier 2015 publiait un état des lieux de la condition des femmes dans le monde, intitulé « Le long chemin de l'égalité entre les hommes et les femmes » et de fait les données qu'on y trouve dans les différents domaines sont assez affligeantes.

Mais qu'en est-il dans l'Église catholique ? Toutes les activités ne sont pas accessibles aux femmes et quand elles en ont, elles se situent dans des secteurs bien définis même quand leur niveau de savoir religieux ou théologique dépasse celui des hommes. Quant à la prise de décision, elles en sont complètement exclues. Ce qui bloque l'Église, c'est une anthropologie de la différence des sexes qui attribue aux hommes et aux femmes des spécificités et des domaines d'activité propres et non interchangeables. Le second blocage vient de sa théologie des ministères, n'accordant qu'aux seuls hommes, célibataires de surcroît, les pouvoirs d'enseigner, de gouverner et de sanctifier. Que fait l'Église des ressources de l'Évangile pour imaginer un monde où femmes et hommes seraient égaux non pas seulement en dignité mais dans un partage des tâches équilibré et paritaire ?...

L'Église fabrique du genre : elle assigne des rôles et des vêtements différents aux garçons et aux filles que rien ne justifie. Elle crée de jeunes petits machos, servants d'autel et des filles habituées à rester discrètes et secondes, servantes d'assemblée... Et on s'étonne que l'égalité hommes-femmes peine à s'installer, qu'il existe une ségrégation dans l'emploi et qu'il n'y a que huit femmes élues à la présidence d'un département ? Au nom de l'Évangile, l'Église catholique ne peut apporter sa caution à ces discriminations sur la base de l'appartenance sexuelle. C'est son organisation monarchique et hiérarchique qui est mise en cause. C'est à elle d'ouvrir son gouvernement aux femmes au nom de leur égalité d'êtres humains et non à celui de leur complémentarité féminine non réciproque. On touche là à la nécessaire introduction de la démocratie dans l'Église. La composition du dernier synode sur la famille ne va guère dans ce sens. C'est à un humoriste, Alain Rémond, que j'emprunte le mot de la fin, dans *La Croix* du 22 octobre 2015 : « *Des hommes célibataires, qui n'ont aucune expérience personnelle, concrète, des situations dont ils débattent ont l'exorbitant pouvoir de décider de la vie des femmes et des hommes vivant en couple. Franchement, honnêtement, vous ne trouvez pas ça un tout petit peu bizarre ?* »

Alice Gombault

Forum du 24 octobre 2015 à Strasbourg. Atelier animé par le CCFD-Terre solidaire (photo Claude Naud)

Les fondements théologiques de la transformation sociale

Animation : Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire (CCFD)

Il appartient aux chrétiens, dans une théologie pratique, de lutter contre les injustices, de réfléchir aux

Forum du 24 octobre 2015 à Strasbourg. Atelier sur les fondements théologiques de la transformation sociale (photo Claude Naud)

causes et d'agir pour les supprimer grâce au plaidoyer, au partenariat et à l'éducation.
Toute action solidaire ici et dans les pays du Sud ne peut se faire pour les pauvres, mais avec eux.

Apprendre / enseigner les religions à l'école publique

Animation : Éveil culturel et religieux dans les lycées en Alsace

Les animateurs, une professeure de religion en lycée et directrice adjointe, et un professeur de religion à l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres et théologien, ont précisé leur manière d'enseigner, ainsi que le but de cet enseignement : toute parole exprimée peut et doit être entendue.
Elle permet de favoriser la tolérance et le « vivre ensemble » et de préciser, avec exactitude, le réel sens des mots (exemple : en grec, martyr signifie témoin et non souffrance et mort, comme on l'entend actuellement). C'est une manière de replacer exactement les « choses » qui peuvent structurer la vie des jeunes : de nommer les valeurs, de favoriser leur sens critique et de leur donner simplement la connaissance de toutes les religions. *« On veut détruire ce qu'on ne connait pas »* (allusion à la destruction de monuments historiques par les talibans et les djihadistes).
Cet enseignement permet aussi aux jeunes de trouver un sens à leur vie et d'exprimer leurs énergies. Ce n'est pas une entorse à la laïcité, mais un moyen supplémentaire de vivre « la liberté, l'égalité et la fraternité », trois valeurs républicaines, mais aussi trois vertus éminemment évangéliques, depuis deux mille ans.

Forum du 24 octobre 2015 à Strasbourg. Stand de la JEC (photo Claude Naud)

Marie-Christine Grelet-Pasquet

Les cercles de silence : témoignages et débats

Animation : Nous sommes aussi l'Église (NSAE)

Nous avons cerné les objectifs des cercles de silence : information et sensibilisation de l'opinion publique concernant la politique d'immigration de la France et, concrètement, la façon dont les étrangers sont traités dans le « pays des droits de l'homme » avec enfermement dans des Centres de rétention administrative.
Nous avons décliné leurs fréquences, leur manière de fonctionner, leurs chartes, les lettres distribuées aux passants, les panneaux descriptifs en dehors du cercle, les chiffres qui font mal (dont les OQTF : Obligations de quitter le territoire français), les personnes citoyennes qui y participent, toutes membres d'associations très diverses.
Les participants ont beaucoup diminué mais les cercles résistent ! Parce que nous voulons que la France reste un pays d'accueil, sans cesse enrichi et transformé par l'apport de personnes venues du monde entier, une France où il est possible de vivre ensemble...

Abolir la prostitution : un défi !

Animation : Mouvement du Nid

La prostitution est un système d'exploitation et de domination. Continuons le combat pour la pénalisation des clients prostitueurs.

Qu'est-ce que la laïcité ?

Animation : Observatoire chrétien de la laïcité (OCL)

Il a été rappelé dans quelles circonstances la loi de 1905 est née d'une volonté de compromis et d'apaisement dans le conflit très agressif qui opposait une Église catholique réactionnaire et majo-

ritairement antirépublicaine et par symétrie réciproque les défenseurs d'un athéisme pur et dur. Cléricaux contre anticléricaux : ceci avec des nuances - l'existence d'anticléricaux non anti-religieux et de catholiques démocrates. Cette loi aurait pu être acceptée par les catholiques dès son adoption si le pape Pie X n'avait pas fulminé sa condamnation dans l'encyclique *Vehementer nos*. L'article premier de la loi de 1905 fonde tout ce qui suit sur le principe fondamental de la liberté de conscience.
Il a été souligné que l'idéal laïc vise l'ouverture sur l'autre : tous humains, tous divers : citoyennes et citoyens d'abord, éventuels croyants, agnostiques ou athées, riches de nos différences.
Quelques participants considèrent que le concordat tel qu'il est vécu en Alsace-Moselle est nécessaire à la survie de l'histoire locale dans un monde où les valeurs matérialistes l'emportent sur le spirituel. Encore faudrait-il, selon la plupart des intervenants en faveur du concordat, que les musulmans en profitent aussi. D'autres intervenants refusent de payer les prêtres, pasteurs ou imams (et des activités cultuelles) avec les impôts de tous les Français. Mais il semble que les questions se posent de plus en plus d'une évolution progressive et pédagogique vers les lois laïques de la République française.
Ce qui est en cause dans ce débat, c'est le rapport entre le pouvoir politique et les institutions religieuses. Proposition largement dominante : le pouvoir politique concerne tous les citoyens, la loi s'appliquant à toutes et à tous, et l'autorité interne aux organisations religieuses ne concerne que ceux qui adhèrent à une religion et acceptent cette autorité. Ne pas confondre la distinction entre le spirituel et le temporel comme pouvoirs en dialogue ou en conflit selon les circonstances ; et séparation qui implique la liberté de conscience, la liberté d'expression collective dans l'espace public, et la « neutralité » du pouvoir politique à l'égard des choix de conviction. Il ne saurait y avoir ni religion(s) officielle(s), ni d'idéologie d'État obligatoire.

Jean Riedinger

Blessures, ruptures souffrances. Ensemble traverser la mort

Animation : Jonas Vosges

« Trop, c'est trop. J'ai touché le fond. »
Chacun de nous a connu des séparations, des deuils, des coups durs. La perte d'un être cher, mais aussi des échecs, la mort d'une entreprise, le combat incessant et inégal contre tous les cancers qui rongent nos sociétés, les fanatismes qui conduisent à la guerre, la domination de l'argent, le pillage du tiers-monde...
Comment traverser toutes nos morts et faire rejaillir des lieux de vie et d'humanité ?
En refaisant chaque jour le choix de la fraternité et de la solidarité. En prenant le réel à bras-le-corps. En ne fuyant pas. En alimentant notre foi dans les différents réseaux que nous fréquentons. En pratiquant la relecture pour laisser surgir, au-delà de nos souffrances, ce qui donne du sens, ce qui continue à nous construire. En faisant mémoire, à la suite de Jésus venu partager le meilleur avec nous.
Nous sommes dans un monde en enfantement. Ensemble restons attentifs à ce qui est en train de naître et d'advenir.

Comment nous préparons et vivons les célébrations

Animation : Évangile et Modernité 49

Nous sommes chrétiennes et chrétiens au XXIe siècle sur les parvis
- quand, à partir de thèmes concernant notre vie, nos interrogations, notre foi, nous préparons les célébrations ensemble, en toute liberté ;
- quand nous donnons place à l'expression de tous ;
- quand nous savons nous écouter ;
- quand nous nous référons à l'Évangile.

Assemblée générale. 25 octobre 2015 (photo Claude Naud)

FÉDÉRATION RÉSEAUX DU PARVIS

Faire (re)naître la démocratie. Plaidoyer pour une démocratie-construction

Extraits de l'intervention de Jo Spiegel, maire de Kingersheim (Haut-Rhin) lors du forum du 24 octobre 2015 à Strasbourg

Interrogations d'un élu

Je suis dans la recherche permanente de ce qu'on peut faire de mieux, ici avec ce qu'on est. Je suis concerné par la question de la foi et de la politique. Ce qui nous rassemble c'est la capacité que nous avons les uns et les autres de nous interroger en permanence.

S'il n'y a pas de certitudes, il doit y avoir des convictions fondées sur un questionnement permanent. C'est une part de doute, de modestie, d'humilité qui doit nous habiter en permanence dans les questionnements.

Les questions que je me pose : qu'est-ce qui nous habite dans l'agir public ? Qu'est-ce qui nous habite en équipe municipale ? Qu'est-ce qui m'habite quand je parle en tant que maire ? Qu'est-ce qui est essentiel dans nos décisions et nos actes ? Quel est le sens de mon (de notre) engagement ?

Mon cheminement est long. 1986 : élu conseiller régional ; 1988 : conseiller général, puis maire. Ce cheminement est fait d'allers et de retours entre la pratique de terrain et la réflexion, entre l'action et le silence.

L'engagement quotidien dans l'action peut être une fuite en avant, en particulier pour les hommes politiques, et peut nous éviter de nous interroger. J'éprouve le besoin de me retrouver régulièrement dans un carmel pour faire silence et nourrir l'action, entre les matins d'espérances et les doutes qui nous saisissent.

La démocratie est une épreuve. Le cheminement politique aussi. Tout n'est pas possible en politique et il faut le dire. Il y a des limites à l'action et seule l'épreuve fait la preuve. La commune, le territoire sur lequel se déroule le vécu des habitants, doit être un espace d'humanisation autant que de développement territorial. L'agir public a tout à gagner de la fertilisation croisée entre la démocratie et la dimension spirituelle. L'élu ne peut être seulement le gestionnaire des deniers publics et le bâtisseur des temps modernes, inaugurant et s'appropriant ses réalisations. Il doit aussi être animateur du vivre-ensemble et donner le meilleur de lui-même aux autres.

Jo Spiegel, maire de Kingersheim (photo Claude Naud)

Sens et valeurs dans l'agir politique

Le chrétien engagé dans l'agir public n'a pas à faire une politique chrétienne et encore moins inspirer une théocratie. Mais il doit être habité par l'humilité, ce qui nécessite un effort quotidien mais le conduit à un grandissement personnel. Comment pourrait-on envisager un monde meilleur quand on ne cherche pas à donner le meilleur de soi-même ? L'humilité permet d'affirmer, y compris dans l'action publique, que l'essentiel, c'est-à-dire la place de l'humain dans la cité, est invisible.

L'élu doit éviter d'aborder l'action publique d'une manière politicienne. Son approche doit être métapolitique. Il doit se poser la question du sens et des valeurs tout en tenant compte des préoccupations des habitants. Il doit aussi refuser de présenter aux citoyens un programme qu'il ne pourra pas réaliser et s'en tenir au bien commun en rappelant que la personne est partie prenante de l'intérêt général. Face au communautarisme, au particularisme et à l'individualisme, l'élu doit se battre pour la personne et pour l'universel...

Il a fallu du temps pour que la classe politique reconnaisse que l'accueil des migrants n'est pas plus de chômage pour les autres habitants. Que

c'est juste une question d'humanité pour des frères défavorisés dans une conception universelle de la fraternité. Nous sommes minoritaires quand nous parlons de solidarité et d'entraide. Quand je suis face à l'avancée inexorable du parti de l'exclusion, je me pose la question de nos engagements depuis quarante ans. Dans ma commune, les équipements sont suffisants. Il n'est pas nécessaire d'en ajouter de nouveaux. Mais l'essentiel n'est pas la pierre. Ce qui est important, c'est ce qui est vécu, ce qui est invisible. Je pense qu'actuellement une préoccupation capitale doit être la propreté de la nappe phréatique, que dans une commune, il convient de faire du désherbage manuel plutôt que d'user de produits phytosanitaires. Il est préférable de s'occuper de l'éducation et de la culture plutôt que de réalisations plus visibles en vue des prochains rendez-vous électoraux.
Comme maire, j'ai marié deux jeunes filles, une première dans la commune. Lors de la cérémonie, je leur ai simplement dit : *« Vous vous aimez et c'est une bonne nouvelle pour le monde. »* Quand des personnes s'aiment, le monde est plus riche. J'ai l'intuition que la commune est le lieu privilégié où l'amour peut être vécu.

La renaissance de la démocratie

Il y a eu d'abord des questions. Comment refonder la citoyenneté ? Comment travailler à une organisation des pouvoirs locaux qui est différente de celle de la réforme territoriale ? La démocratie est réduite à un régime d'institutions et à la pratique d'élus discrédités. Les urnes sont désertées. Face à cette démocratie-régime en crise, il faut œuvrer pour une démocratie-construction.
La République est aux mains d'une oligarchie (je ne parle pas des 500 000 élus locaux, très souvent bénévoles, sans lesquels le pacte républicain n'existerait plus). La présence de cette oligarchie technico-politique fait qu'il n'y a plus de changement même lorsque le gouvernement est remplacé. Elle est surtout préoccupée par la conquête et la préservation du pouvoir. Les alternances actuelles n'intéressent plus les habitants. Ils demandent une alternative. Nous sommes interrogés par la désertion des urnes, la militance en faveur de l'abstention, la méfiance envers les institutions, la montée du populisme, le discrédit des hommes politiques, le fossé qui se creuse entre les gouvernés et les gouvernants... La démocratie électorale, une conquête fondamentale, n'est pas en cause. Mais elle est récupérée par une logique consumériste avec les mêmes ingrédients de séduction que dans une offre commerciale, avec des promesses électorales qu'il sera impossible de tenir. Les candidats cherchent des arguments pour prendre des voix à l'extrême droite ou pour contrer la majorité ou l'opposition selon le cas. Cette posture politicienne est la cause du discrédit de la classe politique. Les élus ne sont plus au service de l'intérêt général mais préoccupés de leur seule réélection. La démocratie providentielle devient une forme d'assistanat civique, c'est-à-dire une alliance objective entre ceux qui décident et les autres citoyens.
À cette situation opposons l'utopie d'une démocratie de fraternité fondée sur les valeurs de la République. Cette démocratie de construction est exigeante pour tous les citoyens, y compris les élus. Elle doit se vivre non seulement au moment des élections, mais tout au long des mandats dans un aller-retour permanent entre les représentants et les représentés. Face aux populistes et aux démagogues, il faut affirmer que le vrai processus démocratique est lent et exige du temps pour la réflexion et la maturation. Il faut tenir compte de la complexité des situations, aller au fond des choses et travailler étroitement avec les gens. La démocratie suppose le passage du « je » au « nous », de l'immédiat au long terme, du particulier au général.
En 2011, le conseil municipal de ma commune a approuvé une charte pour un renouveau démocratique en vue de l'application du pacte civique à l'échelle locale : *« Avec le pacte civique, nous affirmons que nous sommes tous acteurs d'un futur désirable pour tous. Nous croyons que le pouvoir d'agir de tous est aussi important que le bulletin de vote de chacun. Nous croyons que les changements ne sont profonds et durables que si les transformations opérées sont autant citoyennes et personnelles que collectives et publiques. Nous croyons que les choses bougent autant dans les mouvements entraînés par le bas que dans les décisions qui viennent d'en haut. Nous croyons que ce qui est invisible est aussi essentiel que ce qui est matériel, que les habitants sont gagnants à construire un monde commun, que le rôle des élus doit se transformer. »*
Une démarche, appelée Agora 15-20, a vu le jour. Elle travaille sur cinq points :
- pratiquer davantage la démocratie pendant le mandat et pas seulement en vue des élections ;
- préférer associer les citoyens et les ressources démocratiques au processus de décision plutôt que de se complaire dans l'entre-soi des élus et les clivages partisans ;
- vouloir fertiliser les points de vue différents plutôt que de se retrancher dans des affrontements stériles ;
- promouvoir le pouvoir d'agir ;
- responsabiliser la société plutôt que de choisir la démocratie providentielle qui se nourrit de la délégation permanente et de l'individualisme.

La délégation doit être une délégation de co-animateur de l'espace public et du processus décisionnel. Il s'agit aussi de s'inscrire dans une éthique de la discussion et du dialogue pour favoriser l'écoute, le parler vrai et susciter l'élévation du débat public.

Un cheminement vers l'humanité

Une démarche éthique

Retrouver l'intégrité dans l'agir public, c'est user du parler vrai, s'exprimer avec conviction. La concordance entre les paroles et les actes est indispensable.

Une dimension spirituelle

Les idéologies échouent quand elles oublient cette dimension d'intériorité qui est recherche de sens et refus de tout ce qui est inhumain et qui est aussi grandissement personnel. Dans la démocratie il faut inclure l'impensé, la transcendance, c'est-à-dire la volonté de tirer vers le haut.

Un chemin de transformation

Le sens de l'histoire c'est l'humanisation de la société. Nous sommes un maillon d'une longue chaîne. Mais il n'y a de démocratie aboutie que celle de la fraternité. Lorsqu'on est capable de se parler, de mettre sur la table des désaccords pour construire des accords. On ne peut imaginer la démocratie s'il n'y a pas, au bout du compte, le consensus. Pour y arriver, il faut mettre en avant la qualité subversive de la modération.

La promesse démocratique

Il faut changer de pratique. Il faut revisiter l'égalité démocratique, c'est-à-dire la capacité à reconnaître la singularité de chaque personne. Le réenchantement de la politique nous invite au primat de la quête sur la certitude et le dogme, de l'humain sur le technique, de la sobriété sur l'argent, de la parole sur le sermon, de l'engagement sur la soumission, du cheminement sur la doctrine établie.
Nous devons être des quêteurs parce que nous portons l'option du sens. Nous devons être des croyants parce que nous avons foi dans le potentiel de l'humanité. Nous devons êtres des passeurs parce que nous croyons à la radicalité du changement possible et que nous sommes dans le courage de comprendre le réel pour aller vers l'idéal.
Nous devons être à la foi capables de commencements et de désirs. Saint-Augustin a écrit : *« Pour qu'il y eut un commencement, l'homme fut créé. Ce commencement est garanti par chaque nouvelle naissance. Chaque homme porte en lui le germe d'un commencement. »*
Pour la théologienne Marion Muller-Colard, *« Jésus est venu réformer le religieux pour sortir des systèmes et redonner à la parole sa fluidité et son incarnation dans le concret des jours. Ce qui se révèle de l'échec du religieux et du politique, c'est l'absence de désir ».*
Portons en nous ce désir de commencement et soyons acteurs d'une société plus fraternelle.

FÉDÉRATION RÉSEAUX DU PARVIS

Célébration interreligieuse et interconvictionnelle
Humaniser le monde par-delà les religions - 24 octobre 2015

La fraternité a été évoquée à travers diverses traditions religieuses et philosophiques.
Ci-dessous un texte de Christian Charrière-Bournazel, avocat et philosophe.

Le spectacle du malheur des hommes ne peut que nourrir le plus grand doute quant à l'existence d'un créateur infiniment bon et infiniment aimant.
De toutes mes forces j'aimerais pouvoir croire qu'il existe un Dieu semblable à celui dont on m'a fait rêver. Mais le spectacle de l'humanité que précède celui de la nature sauvage, à quelques exceptions près, ne révèle que des prédateurs prompts à se tuer les uns les autres ou à se réduire en esclavage. Peut-être l'homme a-t-il mal usé de sa liberté jusqu'à consciemment choisir le mal.
Si nous ne pouvons nous passer de Dieu, du moins passons-nous des religions.
J'en suis navré pour ceux qui grâce à leur engagement ont une position dans la société : rabbins, clercs, pasteurs, imams. Mais cultivons sans relâche, avec une volonté inébranlable et une obstination forcenée ce qui nous rendra, le moment venu, heureux et fiers d'avoir vécu : la fraternité.
Elle n'a que faire des dogmes.
J'ai peu de commerce avec les anges et les morts sont muets. Mais mon semblable est là, à qui

Célébration du 24 octobre 2015 à Strasbourg. Lecture d'extraits de la Déclaration universelle des droits de l'homme (photo Claude Naud)

Dominique et Ulrike lors de la célébration (photo Claude Naud)

je puis apporter quelque chose ; de qui je puis recevoir un message ou une leçon ; qu'il m'est plus facile de comprendre que de haïr.
Victor Hugo en avait si bien conscience qu'il a conçu ce vers admirable : « *Ô insensé qui crois que je ne suis pas toi !* »
La méditation de cette pensée et la mise en pratique de ce qu'elle implique sont de nature à combler le vide de nos existences, à faire s'épanouir nos cœurs et à nous rendre sereins, le jour de notre départ, pour avoir aidé, compati, aimé.
Plutôt un monde sans dieu que sans fraternité.

Christian Charrière-Bournazel

FÉDÉRATION RÉSEAUX DU PARVIS

Attentats de Paris - 13 novembre 2015

Puisque c'est la vie amicale et libre, la culture joyeuse et ouverte qui sont attaquées, laissons la parole au chanteur belge Julos Beaucarne. En 1975, après l'assassinat de sa compagne Louise-Hélène France, il écrit cette lettre reproduite ci-dessous.

Marie-Anne Jehl

Amis bien aimés,
Ma Loulou est partie pour le pays de l'envers du décor, un homme lui a donné neuf coups de poignards dans sa peau douce. C'est la société qui est malade, il nous faut la remettre d'aplomb et d'équerre par l'amour et l'amitié et la persuasion.
C'est l'histoire de mon petit amour à moi arrêté sur le seuil de ses 33 ans. Ne perdons pas courage ni vous ni moi. Je vais continuer ma vie et mes voyages avec ce poids à porter en plus et mes deux chéris qui lui ressemblent.
Sans vous commander, je vous demande d'aimer plus que jamais ceux qui vous sont proches ; le monde est une triste boutique, les cœurs purs doivent se mettre ensemble pour l'embellir, il faut reboiser l'âme humaine. Je resterai sur le pont, je resterai un jardinier, je cultiverai mes plantes de langage. À travers mes dires, vous retrouverez ma bien-aimée ; il n'est de vrai que l'amitié et l'amour. Je suis maintenant très loin au fond du panier des tristesses. On doit manger chacun, dit-on, un sac de charbon pour aller en paradis. Ah comme j'aimerais qu'il y ait un paradis comme ce serait doux les retrouvailles.
En attendant, à vous autres, mes amis de l'ici-bas, face à ce qui m'arrive, je prends la liberté, moi qui ne suis qu'un histrion, qu'un batteur de planches, qu'un comédien qui fait du rêve avec du vent, je prends la liberté de vous écrire pour vous dire ce à quoi je pense aujourd'hui : je pense de toutes mes forces qu'il faut s'aimer à tort et à travers.

Julos
nuit du 2 au 3 février 75

CHRÉTIENS AUJOURD'HUI ORLÉANS

Quand l'horreur ravive l'humanité et la solidarité

Membres de Chrétiens aujourd'hui Orléans, nous pleurons devant les victimes des actes de guerre, en Syrie, en Irak, en Libye, à Beyrouth, à Saint-Denis, à Paris. Nous nous attristons, pensant aux personnes et aux familles qui fuient la guerre et la faim : à Lampedusa, à Lesbos, en Jordanie, au Liban, cher-

chant refuge en Turquie, en Europe, arrivant à Vintimille ou à Calais.

Nous reconnaissons la beauté et la richesse des gestes de solidarité : forces de l'ordre, secouristes, donneurs de sang, volontaires des hôpitaux, voisins accueillants, associations humanitaires.

Nous pressons nos gouvernants, les responsables de nos communes, de nos communautés civiles, religieuses, associatives : soutenez, soutenons les personnes, les associations qui chaque jour, dans nos villes et nos quartiers, dans nos jungles et nos gares, font vivre la paix et la fraternité.

L'horreur des attentats nous réunit tous pour que la vie continue, pour que la liberté, la solidarité et la fraternité soient nos valeurs essentielles. Nous croyons que la vie est à protéger et que le vivre ensemble dans le respect est le fondement de notre civilisation dans l'esprit des Évangiles : *« On ne combat pas l'obscurité par l'obscurité, on la combat avec la lumière. On ne combat pas la haine par la haine mais par l'amour »* (Martin Luther King).

Communiqué de presse de l'association Chrétiens Aujourd'hui Orléans. Personne à contacter : Pierre Pôteln, 220 Faubourg Saint Vincent, 45000 Orléans, 02 38 86 41 87, 06 73 98 72 04.

PARVIS NORMANDIE

Liberté, libéralisme, individualisme
Rencontre « Parvis Normandie » du 10 octobre 2015 à Caen

Groupes présents : Damas-Célébration-Partage, Équipe de chrétiens en classe ouvrière du secteur de Caen (ECCO), Mission de France-Caen, Chrétiens sans frontière Orne (CSF 61)

Cette troisième rencontre a été préparée et organisée par le groupe Damas de la Manche. Dans la foulée de Vatican II et de Mai 68, le groupe Damas (nom de la salle où les participants se réunissaient) s'est constitué pour vivre des célébrations en lien avec le vécu des personnes. C'est une communauté de base qui se réunit un dimanche par mois. Toute la rencontre est célébration : partage de vie, partage de paroles (dont Évangile) et partage de pain et de vin en Mémoire de Jésus.
Le groupe Damas nous a proposé de vivre leur journée comme il la vit chaque mois. Pour préparer nos échanges, il nous est proposé de choisir un atelier entre liberté, libéralisme, individualisme et de se poser la question : pourquoi je choisis cet atelier ?

Atelier sur la liberté

- Droit à la parole, à l'échange, les femmes ne sont pas encore à l'égal des hommes.
- Tout ce qui est « flicage » n'est pas la liberté.
- La liberté s'acquiert jour après jour mais où s'arrête-t-elle ?
- Ce n'est pas que la mienne mais celle des peuples.
- Le manque de liberté au cours de ma vie quand j'étais soldat en Algérie, dans le milieu professionnel, la liberté dans les médias, la lutte contre les armes nucléaires, le soutien au peuple palestinien.
- La liberté reste une valeur, c'est un chemin vers la libération.

Phrase retenue dans cet atelier : *« La liberté des enfants de Dieu ne se reçoit pas, elle se prend. »*

Atelier sur le libéralisme

Au départ, l'idéologie libérale vient d'Angleterre. L'État aide financièrement les entrepreneurs volontaires qui veulent participer au développement des industries.
Elle refuse d'être nommée idéologie, elle se veut une réalité économique au service des entrepreneurs. Elle se traduit par un poids qui pèse sur le politique : en réalité, c'est une vraie idéologie qui ne dit pas son nom.
Séparée entre deux courants :
- le marché qui règle tout (Thatcher-Reagan) ;
- le second qui essaie de réguler un peu.

Au nom de la liberté d'entreprendre naissent les exploiteurs et les exploités. Aujourd'hui cette doctrine économique prend le pouvoir sur le politique. On fait bon marché de la libéralisation, ce ne sont pas les États qui ont le pouvoir.
Le poids des lobbies est colossal, les États payent, comme par exemple Monsanto, multinationale qui détruit la planète.
Utilisation de la doctrine à des fins uniquement financières. On dénie la valeur « travail ».
Problème de l'anonymat, par exemple les fonds de pension.
Phrase retenue dans cet atelier : *« Le libéralisme, c'est l'utilisation de l'argent à des fins uniquement financières dans l'immédiat sans tenir compte de l'humain. »*

Atelier sur l'individualisme

Le groupe a d'abord échangé sur le mot individualisme, mot chargé d'un sens négatif avec le « isme » mais aussi chargé de positif quant on parle de l'individu en opposition

à l'encadrement social qui existait auparavant.
Aujourd'hui, c'est l'individualisme avec ses effets négatifs (compétition, consommation...) qui est mis en avant plutôt que la reconnaissance de l'individu en tant que Personne.
Le mot Personne plutôt que l'individu semble plus approprié, la personne a besoin de se connaître pour entrer en relation avec l'autre.
Aujourd'hui les structures collectives comme les partis, les syndicats, l'Église par exemple ont une vue négative vis-à-vis de la personne ; elles n'ont pas su prendre en charge ce changement radical de la reconnaissance de l'individu dans notre société.
L'individu - la Personne - a besoin d'une société pour exister (État par exemple) ; il doit donc en assumer les contraintes s'il veut exister en tant que tel. L'équilibre entre le Soi et l'Autre, le Soi et les Autres doit être sans cesse recherché.
Aujourd'hui avec les nouveaux moyens de communication, nous voyons de nouvelles formes d'actions collectives se mettre en route à partir de problèmes ponctuels où les jeunes s'investissent.
Phrase retenue dans cet atelier : le groupe a exprimé les conséquences de l'individualisme en notant que *« la société est incapable de vivre ensemble et de partager »*.
Chaque atelier présente la phrase retenue et chacun note et affiche des mots noirs sur le thème de l'atelier choisi. Quelques exemples : esclavage, brimades, punition, compétition, loi de la jungle, bourse, gains, égoïsme, chacun pour soi.
À la suite, nous notons des mots coloriés : liberté, confiance, partage, coopérative, économie solidaire, ensemble, collectif, reconnaissance de l'Autre.
À la suite de ces échanges, le groupe Damas avait choisi les chants, les textes, l'évangile sur les thèmes de la rencontre ainsi que la préparation de la table : fleurs, pain, vin (jus de fruit) pour la mémoire du partage. Après la nourriture de l'Esprit, place à la nourriture du corps, l'équipe de Caen nous offre l'apéritif puis repas partagé tiré des sacs.

Michel Lagrange nous recommande le DVD de 52 minutes **Les enfants de la Grâce de Dieu**, de Delphine Aldebert. Ce film retrace le parcours d'un couple d'Afro-américains, Melvin et Jeane Mc Nair, qui débarquent en Normandie à Caen en 1986. Jeane a créé une association de soutien scolaire ; en 25 ans, plus de 3000 enfants ont été aidés. Melvin, médiateur de quartier, sportif (baseball), a été un relais incontournable pour tous les jeunes et les habitants de la Grâce de Dieu.

Pour vous procurer le DVD, vous pouvez prendre contact avec André Guéret (andre.gueret@netcourrier.com) ou Michel Lagrange (lagrangelb14@gmail.com, 02 31 95 81 90)

ASSOCIATION CULTURELLE DE BOQUEN

Pouvoir temporel et pouvoir religieux

La rencontre sur les pouvoirs temporel et religieux fait suite à plusieurs rencontres sur « Comment cultiver son humanité ? », « Comment être acteur de paix en soi et pour les autres ? » ou sur « La laïcité en Europe ». Ainsi, naturellement, nous en sommes venus à nous interroger sur la question des relations entre les pouvoirs religieux et temporels dans les religions monothéistes, que nous avons traitée lors d'un week-end à Rennes en février 2015.

Dans la tradition chrétienne

Paul de Tarse : comment, au travers d'une lecture actualisée des Actes des Apôtres, éclairer le positionnement de Paul de Tarse sur le respect du pouvoir civil ?
Face à l'hostilité des juifs de stricte observance après son revirement sur le chemin de Damas, il explicite sa conception du rapport au pouvoir civil dans ses épîtres : *« Rappelle-leur d'être soumis aux magistrats et aux autorités... »* (Tite 3, 1) et : *« C'est aussi pour cela que vous payez les impôts. Car les magistrats sont des ministres de Dieu entièrement impliqués à cette fonction. Rendez à tous ce qui leur est dû : l'impôt à qui vous devez l'impôt, le tribut à qui vous devez le tribut, la crainte à qui vous devez la crainte, l'honneur à qui vous devez l'honneur. »* (Romains 3, 6-7).
Pour quitter Jérusalem où sa sécurité n'était plus assurée et échapper à la mort, il fait valoir sa citoyenneté pour bénéficier de la procédure romaine.

Dans la tradition de l'islam

Ali Abderraziq : c'est dans le contexte traumatisant de l'abolition du califat par Mustapha Kemal, en 1924, qu'Abderraziq publie en 1925 *L'islam et les fondements du pouvoir* dans lequel il développe la problématique de la relation entre islam et pouvoir.
Abderraziq est un savant théologien et un juge sorti de l'université avec le prestigieux titre de cheikh Al-Azhar. C'était en quelque sorte un « porte

parole » autorisé de l'institution juridico-théologique de l'islam sunnite en charge de défendre l'orthodoxie et l'ordre social islamique. Ce livre a suscité aussi des polémiques qui ont amené ses pairs d'Al-Azhar à condamner Abderraziq, à le déchoir de son grade de *'alim* et à retirer son livre de la vente. La cause de cette condamnation, c'est la remise en question de l'institution du califat que notre auteur passe au crible, depuis le premier en 632 jusqu'au dernier en 1924. Abderraziq ouvre ainsi une brèche dans le consensus mental des musulmans et permet d'entrouvrir la porte d'une laïcisation de l'islam par lui-même.

Dans la tradition du judaïsme

Le porte-parole du Centre Culturel hébraïque de Rennes, en prenant part à notre réflexion, a mis en évidence que le judaïsme offre de multiples visages. Visage du non-pratiquant qui se dit laïc, mais pas moins juif que l'orthodoxe, en passant par les libéraux qui pratiquent un judaïsme plus adapté à la modernité. Il faut souligner la frontière quasi hermétique entre religion et laïcité, et que l'approfondissement permanent de l'étude de la Torah, dont la traduction exacte est « enseignement », transforme l'instruction en source principale de tout pouvoir.

Marie-Paule A.-D. et Ben-Aïssa L.

Pour en savoir plus sur cette rencontre, il est possible de se reporter à la Chronique de l'Association Culturelle de Boquen qui a paru en décembre 2015. Nous vous recommandons aussi la lecture du livre de Béatrice Lebel, *Boquen, entre utopie et révolution 1965-1976*, aux Presses Universitaires de Rennes.

DAVID & JONATHAN

Communiqué de presse de David & Jonathan suite au synode catholique sur la famille

À l'occasion de la clôture du synode catholique sur la famille qui vient de rendre ses conclusions, l'association David & Jonathan salue la volonté d'intégration des baptisés divorcés remariés dans les communautés de croyant-e-s, qui marque une plus grande ouverture vers les différentes formes de familles, mais elle exprime sa profonde déception en ce qui concerne l'accueil des personnes Lesbiennes Gays Bi et Trans (LGBT) et de leurs familles.

L'association David & Jonathan est un mouvement homosexuel chrétien ouvert à toutes et à tous fondé en 1972. Nous témoignons, forts de notre expérience depuis plus de quarante ans, et en relation avec de nombreux autres mouvements proches en France et à l'étranger, de l'importance primordiale de l'accueil et de l'écoute des personnes LGBT dans leur construction, personnelle et spirituelle, et des effets destructeurs de l'homophobie en particulier chez les plus jeunes. Dans ce travail d'accueil, nous constatons tous les jours que les personnes LGBT et les familles qu'elles fondent ont intrinsèquement la même valeur spirituelle que les autres êtres humains et les autres familles.

Nous notons qu'à l'occasion du synode catholique sur la famille, des paroles porteuses d'espoir se sont exprimées, telles celles du père Charamsa, membre important de la hiérarchie catholique qui a récemment fait son « coming out » mettant en lumière la question des personnes consacrées homosexuelles, et la demande de pardon des évêques allemands pour les homosexuels et les mères célibataires.

Nous observons dans le même temps des divergences importantes au sein de l'Église catholique sur les questions de genre et de sexualité. Nous regrettons en particulier la position de certains évêques qui, refusant l'accueil des personnes homosexuelles, favorisent une homophobie violente au sein même de leur communauté, en particulier en Afrique ou dans des pays de l'Europe de l'Est. En écho aux paroles du pape François, qui a rappelé que *« le premier devoir de l'Église n'est pas celui de distribuer des condamnations ou des anathèmes, mais il est celui de proclamer la miséricorde de Dieu »*, nous invitons chacune et chacun à lutter fermement contre toute forme de discrimination comme contraire à l'esprit de l'Évangile.

Le synode catholique sur la famille est une étape dans un questionnement sur les différentes formes de familles, qui traverse toutes les Églises chrétiennes. Nous conservons l'espoir dans la poursuite de cette démarche. Nous appelons à une parole ferme et responsable, dans chaque communauté et dans chaque pays, pour refuser les discriminations contre les personnes en particulier pour des raisons de genre ou d'orientation sexuelle. Nous appelons à l'accueil, par les communautés de croyant-e-s, des personnes LGBT et des familles qu'elles fondent.

Paris, 28 octobre 2015

Les co-président-e-s et co-porte parole de David & Jonathan
Elisabeth Saint-Guily et Nicolas Neiertz

CROYANTS EN LIBERTÉ YVELINES (CELY)

L'Avenir de l'Église

Lors d'une rencontre, le Père Henri-Jérôme Gagey, théologien, professeur à l'Institut catholique de Paris et vicaire général du diocèse de Créteil, en réponse à la question du « comment vivre ? » qui taraude nos contemporains, ouvre plusieurs pistes pour que l'Église soit une force de proposition.

La question de l'avenir du christianisme

La situation est grave. « *Une bonne part de nos contemporains ne trouve plus dans l'Évangile une réponse à la question : Comment vivre ?* » (Joseph Ratzinger, 10 décembre 2000). « *À en juger par les évolutions dont nous sommes témoins depuis trente ans, il se peut que le christianisme n'ait pas d'avenir et que le siècle qui vient soit celui de son extinction, en tout cas sur les terres d'Europe qui furent le théâtre de son affirmation. Mais nous savons que l'histoire ne marche pas en ligne droite. Elle est faite aussi des réactions et des réponses des acteurs.* » (Marcel Gauchet, *Un monde désenchanté ?*, Pocket, 2004).

Un triple constat :

- la crise n'est pas due au fait que certaines catégories de catholiques auraient perdu la foi ;
- on ne peut pas davantage attribuer nos difficultés présentes à l'hostilité des adversaires de l'Église ;
- il n'y a guère plus de sens à attribuer ces difficultés au conservatisme institutionnel de la hiérarchie catholique.

L'Église affronte la même crise que l'ensemble de nos sociétés ; cette crise est due au fait que nous sommes en train de changer de monde. Je voudrais rappeler la distinction classique entre tradition, modernité et postmodernité.

Nous sommes en train de changer de monde

Le monde de la tradition

Le monde de la tradition, le monde d'avant la modernité, est un donné stable, dans lequel toute réalité doit pouvoir trouver sa place et y demeurer. Un trésor de sagesse, conservé par des autorités, des anciens, dit la vérité du monde et se donne comme fondamentalement immuable. La solution d'une crise est normalement le retour à la situation antérieure à la crise et au trouble qu'elle introduit. Dans le monde de la tradition, quand un enfant veut comprendre ce qu'il va devenir, il regarde vers ceux qui sont plus anciens et qui ont déjà accompli le parcours qu'il lui reste à faire.

Le monde de la modernité

C'est cette stabilité du monde de la tradition qui va être attaquée à la racine par la lente émergence d'un principe moderne qu'on peut décrire comme la mise en œuvre d'une raison critique qui entend se libérer des aspects aliénants de la tradition pour faire advenir un monde rationnel : la raison est autonome, indépendante du divin.
Le monothéisme biblique avait déjà enseigné la confiance dans la raison et dans l'ordre naturel créé par Dieu. Le trouble survient plus tard quand le philosophe René Descartes énonce le principe du « doute méthodique » qui correspond à l'ambition de remettre en cause les évidences transmises par la tradition ou par les sens, non pour les supprimer, mais pour les vérifier. C'est ce principe que radicalise le philosophe allemand Emmanuel Kant quand il dénonce le fait que la plupart des humains renoncent à se servir de leur entendement de manière autonome et préfèrent se laisser guider par un autre dans le cadre de la tradition (le prêtre, le professeur, le médecin...).

Tout est discutable

De ce principe de Descartes à l'audace de penser par soi-même d'Emmanuel Kant, on en arrive à une culture dans laquelle « tout est discutable », aucune vérité ne peut être tenue pour acquise et tout peut être amélioré. Aujourd'hui les humains se trouvent munis de toutes sortes de « prothèses » qui compensent leurs faiblesses naturelles : grues et camions puissants, avions et automobiles, bombes et explosifs démultiplient leurs forces, tandis que la mémoire et la puissance de calcul des ordinateurs externalisent certaines de leurs opérations mentales. Aujourd'hui, l'immense majorité des humains sait lire, écrire et compter et est en mesure d'accéder au patrimoine de la culture mondiale ; l'aspiration au respect des droits humains et à la démocratie se généralise, la soumission aveugle aux autorités traditionnelles recule. Il n'y aura pas de retour en arrière. Mais ce développement se fait au prix de l'écrasement de toutes les médiations non rentables, de toutes les contraintes et les conventions reçues de la tradition. Les milieux économiques s'efforcent par exemple d'obtenir la fin du repos dominical etc. Un autre aspect de cette « révolution culturelle », c'est l'apparition et la généralisation de l'individualisme. Vous pouvez penser ce que vous voudrez de moi, mais c'est ma vie. C'est mon choix.

Postmodernité

Nous savons aujourd'hui que la terre est ronde et que le soleil se déplace. La modernité était un combat pour l'émancipation. La postmodernité n'est plus ce combat. La lutte pour l'émancipation n'a pas apporté ce dont on rêvait. Le monde postmoderne (après 1968) n'est plus un monde de la conquête, mais un monde de la lutte pour le maintien des équilibres et pour la survie. Aujourd'hui, nous savons que si nous continuons à polluer, les grands équilibres du monde disparaîtront, la terre se réchauffera, etc. Tout est devenu mouvant. Tout ce qui semblait donné comme base de l'humanité lui incombe maintenant comme une tâche à accomplir : l'avenir de la planète, la survie de l'espèce, les formes sociales de réalisation de la différence sexuelle dépendent des décisions de la communauté humaine. Il y a là quelque chose de proprement vertigineux.

Il faut y croire pour vivre

Dans le contexte de la crise généralisée du principe de tradition, l'individu postmoderne se trouve confronté à une expérience paradoxale :
- d'un côté le développement de l'esprit critique affaiblit l'influence des traditions religieuses ;
- d'un autre côté, l'individu découvre que son engagement ne peut plus se faire dans un simple mouvement de docilité aux conventions sociales.
La foi personnelle et chrétienne peut-elle être cette sagesse dont le monde contemporain a besoin ?

La nouvelle évangélisation

Inventer une nouvelle manière d'être Église

Notre génération a eu à combattre pour changer les traditions. La nouvelle génération, elle, a besoin de certitudes. Elle rencontre des choix que nous n'avons pas connus : multiplier les rencontres sexuelles ? Essayer telle ou telle nouvelle drogue ? Travailler plus, mais pour quoi ?
La première mission des porteurs de l'Évangile est de réveiller cette foi humaine qui nous permet de nous engager dans la vie en nous risquant à la rencontre des autres. C'est l'expérience des jeunes qui s'engagent dans le mariage malgré toutes les incertitudes de la vie ; de ceux qui vont pleins d'espérance à la rencontre des plus pauvres, de ceux qui pardonnent à leurs ennemis. Quelle parole, quelle vie communautaire m'empêchera de couler ?

Inventer la société

Nous entrons dans une nouvelle culture mondiale fondamentalement « dé-traditionnalisée » et « individualiste ». La conséquence en est une crise généralisée de la constitution des identités individuelles, dans les débats en cours à propos du début de la vie, la fin de la vie, la précarité croissante des unions conjugales et la multiplication des unions entre personnes de même sexe.
C'est notre manière même d'être humains qui est aujourd'hui à réinventer. Il nous faut encourager, soutenir et travailler la « simple foi humaine » qui est requise aujourd'hui pour vivre ; mais, dans le même temps, contribuer à l'invention et à l'expérimentation de nouveaux arts de vivre dans les domaines les plus fondamentaux de l'existence. Nous avons à donner des mains à l'Évangile, *« des mains pour caresser »* dit le pape François. Nous avons à considérer l'Église non pas tant comme un ordre menacé, mais comme un lieu où s'inventent de nouveaux arts de vivre.

Xavier Mersch

Pour avoir le texte intégral, consulter : http://www.cely78.fr/conferences.htm

COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE DANS LA CITÉ

Les rencontres intercommunautaires des groupes d'Île-de-France

Les CCB (Communautés de Base) d'Île-de-France disparaissent les unes après les autres. Cherchant un moyen de se ressaisir, la CCC (Communauté des Chrétiens de la Cité) et la CCB de l'Archet-Bondy décidèrent en 2009 d'inviter un certain nombre d'autres groupes de chrétiens en recherche à participer avec elles à une journée intercommunautaire annuelle.
C'est ainsi que depuis février 2010, six groupes assez différents se retrouvent annuellement pour cette journée.

La rencontre de mars 2015

Cet article rend compte de la journée de mars 2015 : comment a-t-elle été organisée, quelles ont été les apports de chacun, quelles ont été les retombées ?
Nous avons choisi de mettre l'accent sur l'exploration de nouveaux chemins de fraternité ; d'où le titre : « Fraternités ». En son temps Jésus a changé les regards et les relations des hommes entre eux. Aujourd'hui, dans un monde si différent du sien, comment poursuivre son œuvre et avec qui ? Inventer des chemins de fraternité pour aujourd'hui et nous y engager.
Nous avions besoin de deux bases solides :
- une analyse de la société d'aujourd'hui. Pour ce faire, nous avons demandé à chacun des groupes de nous faire part de leur analyse par un texte écrit ;

- un regard approfondi sur la manière dont Jésus a sollicité ses contemporains, à se faire les frères de tous ceux qu'ils rencontraient et nous avons demandé à Jacques Musset de nous aider dans cette découverte.

Intervention de Jacques Musset

Voici un résumé des points forts de son intervention, très proche de sa conférence donnée à Parvis lors de l'assemblée générale de Nantes (le texte complet de sa conférence est consultable sur le site de Parvis) :

Jésus se fait concrètement, en paroles et en actes, le prochain de ses contemporains qu'il rencontrait.
Ayant la conviction que le royaume, le monde nouveau, est déjà là, Jésus s'en fait le témoin.
Il manifeste par des actes une attention particulière à tous les gens oubliés, rejetés, pour leur redonner dignité et confiance en eux-mêmes.
Il prend parti en paroles et en actes contre les discriminations et les injustices fondées sur le légalisme et le ritualisme.
Il fait indéfiniment appel aux consciences, y compris à celles de ses adversaires : il invite sans cesse chacun à faire des choix qui l'humanisent dans le respect des autres.
Par ses manières de réagir, Jésus n'est pas un « révolutionnaire » à la manière des zélotes ; son souci est de dénoncer en paroles et en actes ce qui doit l'être, de défendre les personnes injustement traitées, de rappeler que tout engagement doit provenir d'un cœur droit et que tout changement de structures est insuffisant s'il n'est pas animé de l'intérieur par des motivations de justice.
Tout langage sur le Dieu de Jésus, source de notre engagement au service de notre prochain, ne peut être que le témoignage d'une expérience personnelle et communautaire de libération.
La fidélité n'est pas répétition mais recréation. À nouvelle époque, nouvelle exigence de dire « Dieu » dans la culture du temps.
« Il est bon que je m'en aille, car si je ne pars pas, le Souffle ne viendra pas à vous. »

Contributions des ateliers

Voici un extrait des interventions des ateliers invités à réagir sur « Aujourd'hui, dans un monde si différent du sien, comment poursuivre son œuvre et avec qui ? ».

Jésus s'est retiré... La Révélation n'est pas terminée... À nous de la prolonger... Être « révélateurs », sans désespérer.
À moi de créer des chemins de fraternité, nouveaux, route personnelle et originale.
Recherche de ce qui nous met en mouvement. Passer du devoir à l'amour de l'autre. Faire naître l'avenir ! N'est-il pas vrai que la lumière éclaire tout homme venant en ce monde ?
Dépasser mes peurs, sortir de chez moi, accepter d'être bousculé.
Après l'avoir reconnu, accepter de s'être trompé. Repartir, continuer.
Société, famille... Problèmes lourds, parfois monstrueux !
Risquer et poser un acte, sans en attendre ni en mesurer l'efficacité.
Risquer sa parole, sans chercher à convaincre, mais cohérent avec ses convictions.
Rester critique, voire rebelle. Risquer, c'est vivre.
Bienveillant... au risque de la rencontre.
Adaptation pour l'enfant qui choisit une autre religion.
Avec ceux de la rue, avec les familles démunies qui arrivent ; écoute attentive, respect.
Café avec les usagers de l'épicerie solidaire, accompagnement pour les achats, analyse des dossiers ; moments créateurs de solidarité.
Avec le chercheur d'emploi jusqu'à l'autonomie ; confiance en l'autre.
Visite citoyenne et amicale aux immigrés d'un centre de rétention.
Communiquer à l'opinion publique les souffrances et les injustices. Démarches politiques pour sa fermeture, pour le respect des droits fondamentaux.
Accueil des solitudes, sociales, psychiques. Ouverture patiente et fraternelle à la différence.
Se former à l'écoute ; croire aux petites poches de fraternité.
Bonheur de recevoir de ceux auxquels on a pourtant apporté peu de chose.
Nous libérer du syndrome de toute-puissance et même demander un service à l'autre.
Voir les germes semés, les partager pour nous entraider à construire les fraternités.

Prolongements

Lors de nos rencontres mensuelles, à la CCC, nous partageons sur l'Évangile du jour. Ainsi lors de notre rencontre du 28 juin dernier, nous l'avons fait à la lumière de ce que nous avait fait découvrir Jacques Musset.
Dans un premier temps, en lisant l'Évangile, et nous avons essayé d'y découvrir comment Jésus s'est fait le prochain de celles et ceux qui l'entouraient.
Puis il a été demandé à chacun d'écrire une phrase qui exprimait ce qu'il y a découvert de Jésus : manière, paroles, gestes...
Dans un second temps nous avons partagé sur : comment poursuivre l'œuvre de Jésus ; sur quels nouveaux chemins de fraternité nous engager et avec qui... ?
Chacun a ensuite été invité à écrire une seconde phrase que lui inspiraient ces questions.
Ces phrases ont enrichi notre prière d'action de grâces quand nous avons fait mémoire de Jésus en partageant le pain et le vin.

Les personnes ou les groupes d'Île-de-France qui souhaiteraient se joindre à nous pour nos rencontres régulières ou pour la prochaine rencontre intercommunautaire du 24 avril 2016 sont les bienvenus !

Communauté Chrétienne dans la Cité

Contact : Michel Audras, mbaudras@neuf.fr, 06 87 60 22 30

MÉDITATION

Misericordiae vultus

(photo Claire Berthon-Boscher)

Il y a à l'ouest de la Corrèze, à une quarantaine de kilomètres environ de mon village, un autre village, également classé parmi les plus beaux de France. En dehors des deux mois d'été, il est peu visité. Tout simplement parce qu'il est perdu dans les collines et que la route qui y mène est étroite et tortueuse. Il mérite cependant la visite : belles maisons anciennes, rues médiévales... Et une superbe église quoique très abîmée par les guerres de religions.

Ce qu'il en reste demeure majestueux et il faut « se démonter » les vertèbres cervicales pour « lire » d'intéressants chapiteaux d'un roman authentique. La nef est donc très haute, comme on en voit peu par chez nous. Quant au déambulatoire, il est très équilibré, très harmonieux, sa courbure évoque un « cocon » où les pèlerins de Saint Jacques (puisque nous sommes sur le « Chemin Limousin ») pouvaient, sans doute, trouver quelque repos.

Mais ce que j'ai vu de plus beau dans cette église est un Christ en croix espagnol du XIIIe siècle. Si vos pas vous conduisent un jour par là, ne le manquez pas et prenez le temps de vous imprégner de son visage.

Il a rendu son dernier souffle et sa tête s'est inclinée vers la droite. Il n'est pas question d'adorer une idole de bois mais il faut reconnaître que, le plus souvent, les artistes et leurs œuvres sont réellement « habités », et peuvent nous aider. Par exemple, à « attendrir » notre foi de chrétiens parfois découragés par les difficultés de vivre en ce monde.

Au pied de cette croix, il va falloir se déplacer lentement, de la gauche vers la droite (puisque nous sommes « celui d'en face »)... et d'abord, une immense tendresse va se dégager du visage du crucifié et nous atteindre jusqu'au plus profond de nos souffrances et de nos espoirs. Puis imperceptiblement, cette immense tendresse va se muer en paix indicible alors que nous décrivons, pas à pas, un léger arc de cercle. Impossible pour moi de faire une autre description.

« Je vous laisse ma paix, je vous donne ma paix... »

Vous ressortez de là comme ne sentant plus votre corps mais seulement ce qui se passe à l'intérieur : Son amour pour vous, pour l'humanité... y compris pour tous ceux qui nous blessent.

Vous êtes devenus plus lucides sur vous-mêmes et surtout meilleurs.

Village de Saint-Robert, Corrèze

ROSE-MARIE BARANDIARAN

Nous sommes unis

Des responsables associatifs, des leaders politiques, des intellectuels, de toutes confessions, appellent à ne pas tomber dans le premier piège tendu par le terrorisme : la division.

Touchée en plein cœur, la France pleure. Elle pleure ses citoyens assassinés, innocents, victimes d'une violence inouïe et innommable. Parce que la barbarie a encore frappé, la France doit encore se lever.
Face à un drame inédit d'une telle ampleur, nous devons plus que jamais nous concentrer sur l'unité ! Oui face au terrorisme, face à la peur, face à la violence : Nous sommes unis !
Nous sommes unis autour des familles des victimes - à qui nous adressons nos plus profondes et nos plus vives condoléances - autour des survivants, et autour de tous les témoins en France et dans le monde de la folie meurtrière motivée par une idéologie mortifère et inhumaine.
Responsables associatifs, leaders politiques, journalistes, intellectuels, notre responsabilité est la même ! Le but de la terreur, au-delà du chiffre macabre des victimes, est de provoquer la division d'une nation, d'une famille.
Un piège nous est tendu ! Nous devons refuser d'y succomber ! La division, la délation, la stigmatisation sont au cœur de ce piège sournois. Chaque fois que nous tentons hâtivement de désigner des responsables de ce crime dont seuls les auteurs sont coupables, nous tombons dans le piège d'une division programmée et orchestrée.
Dès aujourd'hui avec tous les Français, traduisons nos intentions dans l'action. Nous pouvons rejoindre les hôpitaux les plus proches pour donner notre sang, adhérer aux associations créatrices de lien social, soutenir les ONG, tisser des liens avec nos voisins, lutter autour de nous contre le racisme et les préjugés... Le combat contre le terrorisme sera long, il sera dur, il nous réserve des moments difficiles, mais tant que nous agirons ensemble la France restera debout.
Les terroristes nous ont adressé un message. Ils ont voulu mettre la France à genoux. Disons-leur à notre tour que nous sommes debout ! Debout et soudés, main dans la main, les uns avec les autres et jamais les uns contre les autres. Notre unité est notre bien le plus précieux.
Protégeons-le et donnons-lui tout son sens aujourd'hui, l'heure est à la Fraternité qui est notre véritable rempart contre la violence aveugle du terrorisme et la division planifiée.

15 novembre 2015

Source : www.liberation.fr/debats/2015/11/15/nous-sommes-unis_1413644

Attaques à Paris : *« Un crime contre l'humanité, un crime contre la culture »* selon l'experte des Nations Unies sur les droits culturels

Genève (17 novembre 2015) - La Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels, Karima Bennoune, a dénoncé de la manière la plus forte les attaques du 13 novembre 2015 à Paris. *« Ces attaques pourraient être constitutives d'un crime contre l'humanité et ont certainement, de façon brutale et délibérée, ciblé des lieux d'art et de loisirs, où les personnes se rassemblent pour jouir de leurs droits culturels »*, a-t-elle affirmé.
« Le langage utilisé par le soi-disant État islamique lors de sa revendication rapportée des attaques du 13 novembre, qualifiant d'"idolâtres" les fans de rock et la ville de Paris de "capitale des abominations et de la perversion", démontre la vision du monde haineuse qui motive cette violence », a souligné Mme Bennoune.
Pour la Rapporteuse spéciale, crier *« Allahu Akbar »* (*Dieu est grand*) en commençant le massacre au Bataclan, comme cela a été rapporté, est *« un abus grossier d'une déclaration religieuse, considérée comme sacrée par des centaines de millions de musulmans croyants de par le monde qui abhorrent de tels bains de sang, et augmente les risques de haine et de discriminations contre eux en retour »*.
Mme Bennoune a aussi exprimé sa *« compassion totale »* pour les victimes et leurs familles, faisant écho aux mots du recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, et a noté son appel à *« l'unité nationale devant cette terrible épreuve »*.
« Une unité internationale sera tout autant essentielle en réponse à de telles menaces contre la culture et contre ceux qui se rassemblent pour la créer et la partager », a-t-elle ajouté.
« J'exprime ma solidarité et mes condoléances à la population de Paris et j'espère qu'ils retrouveront bientôt un sentiment de sécurité et un environnement dans lequel ils pourront pleinement jouir de leurs droits et libertés », a dit Mme Bennoune. L'experte a également appelé la communauté internationale à prendre

de façon urgente toutes les mesures nécessaires pour assister les autorités françaises à poursuivre en justice, conformément au droit international, les auteurs toujours en fuite de ces violations.

« Nous devons tous coopérer pour protéger ceux qui, partout sur la planète, font face à des attaques similaires de la part de ces gangs de la mort, simplement pour leur participation à la vie culturelle », a-t-elle ajouté.

Mme Bennoune appelle la société civile de par le monde à *« s'unir pour exposer et s'opposer à l'idéologie fondamentaliste qui motive de telles atrocités, comme le font déjà, depuis des années, de nombreuses personnes dans des pays à majorité musulmane, et à soutenir ceux qui résistent à ces assauts fondamentalistes sur la vie culturelle et qui sont en première ligne, de l'Afrique de l'ouest à l'Asie du Sud et au-delà ».*

Enfin, la Rapporteuse spéciale tient à exprimer sa préoccupation personnelle profonde à propos d'autres attaques terroristes récentes, telles que celle à Beyrouth du 12 novembre, ainsi que le crash de l'avion russe en Égypte le mois dernier, qui soulèvent des questions relatives aux droits de l'homme allant au-delà de son mandat.

« Je tiens à souligner l'égalité globale des victimes et la nature nécessairement internationale de la lutte contre ceux qui cherchent délibérément à tuer des civils et la culture elle-même, et surtout à diviser la famille humaine. »

source : http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16762&LangID=F

Karima Bennoune a été nommée rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels en octobre 2015. Elle a grandi en Algérie et aux États-Unis. Elle est professeure de droit et chercheuse pour le programme Martin Luther King, Jr. Hall à la faculté de droit Davis de l'Université de Californie, où elle enseigne les droits humains et le droit international.
Elle a publié en 2014 un livre qui a eu un grand retentissement aux États-Unis, *Your Fatwa Does Not Apply Here. Untold Stories From the Fight Against Fundamentalism* [*Votre fatwa ne s'applique pas ici. Histoires non dites tirées du combat contre le fondamentalisme musulman*]. Ce livre sera publié aux éditions Temps Présent en 2016.

Communiqué de la Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC) suite aux attentats du 13 novembre 2015

Dans la soirée du 13 novembre 2015, cent trente innocents ont été lâchement assassinés par un groupe terroriste se revendiquant d'une religion dont il méprise ouvertement les commandements d'amour et de paix. Face à l'indicible horreur de cette barbarie, nous avons ressenti les innombrables témoignages de solidarité venus du monde entier, comme un vibrant appel à ne pas nous renier nous-mêmes. Car aussi terribles que puissent être ces attaques et celles dans tant d'autres pays, il est essentiel de rester soudés autour de nos valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, auxquelles on pourrait ajouter celle de la Laïcité, qui structurent notre vivre-ensemble.

En tant que jeunes, ces attentats nous touchent plus particulièrement car, en visant le Bataclan, le Stade de France ainsi que des cafés des 10e et 11e arrondissements, autant de lieux de partage et d'ouverture, c'est bien la jeunesse européenne et son mode de vie qui étaient visés. Beaucoup d'entre nous ont ce soir-là des amis, des amis d'amis, proches ou simples connaissances croisées au hasard de nos chemins... C'est en leur mémoire que nous tous, jeunes de la JEC, quelles que soient nos croyances et nos origines, nous réaffirmons que nous avons des droits et des devoirs... C'est aussi à notre jeunesse qu'il appartient de bâtir la paix de demain et notre tâche prend aujourd'hui tout son sens.

À l'heure de penser l'avenir, la tentation est forte de troquer nos libertés individuelles et collectives contre des rêves de sécurité. Si le renforcement des outils législatifs et judiciaires est nécessaire pour lutter efficacement contre le terrorisme, une telle démarche ne peut cependant se faire que dans le plus strict respect de nos idéaux démocratiques... Il faut continuer de travailler à une société qui accueille tout le monde mais refuse la violence et les sectarismes : c'est ce à quoi nous nous engageons avec la JEC. Il est tout aussi urgent que les politiques étrangères de la France et de l'Europe soient enfin conformes aux principes que nous prétendons défendre. Même la Realpolitik ne justifie pas le fait d'entretenir des relations commerciales aussi étroites avec des pays qui alimentent financièrement et idéologiquement le terrorisme...

L'équipe nationale de la JEC
25 novembre 2015

Contacts :
presidence@jecfrance.org, 01 43 31 36 39

Corée du Nord

Un pays qui dérange

Avec mon épouse Françoise et un petit groupe de cinq autres Français, nous avons fait en septembre dernier un voyage en Corée du Nord, ou plus exactement RPDC (République Populaire Démocratique de Corée). Pourquoi aller visiter un tel pays qui a la réputation d'être le plus fermé du monde ? Comment se fait-il que ce pays, qui représente 0,2% de la population du globe, soit considéré comme un acteur géopolitique aussi important ?

Répétition pour le 70e anniversaire de la fin de l'occupation japonaise (photo J.-P. S.)

Dans la postface de son livre de photographies, Adrien Golinelli donne un éclairage intéressant : « *L'omniprésence de la Corée du Nord dans les médias nous donne l'impression d'en savoir beaucoup sur un pays profondément méconnu. Et cela davantage parce que nous choisissons de l'ignorer qu'à cause des restrictions imposées aux séjours. La couverture médiatique se cantonne à une part restreinte de la réalité nord-coréenne : les tensions militaires, l'élite au pouvoir et le système carcéral et répressif. À force de rabâcher ces mêmes thèmes, la Corée du Nord est devenue dans l'imaginaire collectif un enfer paroxystique, un territoire où les pires atrocités sont la règle, l'incarnation de la cruauté.* » (*Corée du Nord, l'envers du décor,* Éditions de La Martinière, 2013).

Pendant plus de quatre ans, nous avions vécu à 50 km de la frontière la plus hermétique du monde, connue sous le nom de 38e parallèle, ou Zone Démilitarisée, frontière non entre deux pays, mais coupant en deux un même pays. Depuis longtemps, nous ressentions le besoin de connaître l'autre face, et au passage la « troisième Corée », c'est-à-dire le nord-est de la Chine limitrophe de la Corée du Nord, où vivent un grand nombre de Coréens. Si les parties Nord et Sud de la Corée constituent bien le même pays, on pourrait difficilement imaginer deux mondes aussi différents, malgré tout ce qui leur est commun : la langue, la fierté nationale, le sens du collectif et le confucianisme qui imprègne la société. Beaucoup de familles se sont retrouvées coupées en deux entre Nord et Sud.

Les deux Corées ont une très longue histoire commune dont la période sans doute la plus douloureusement ressentie encore aujourd'hui fut l'humiliation nationale de la colonisation japonaise extrêmement sévère de 1910 à 1945. Puis vint la guerre de Corée, conséquence régionale de la guerre froide, de 1950 à 1953. Cette guerre, en fait conflit manipulé par les grandes puissances, et dont le prolongement en guerre mondiale avec utilisation d'armes atomiques fut évité de très peu, a causé la mort de millions de Coréens et laissé le pays, aussi bien au Nord qu'au Sud, dans un état proche de l'anéantissement. Pour reprendre la formule employée par le général américain Bradley, en responsabilité au niveau le plus élevé pendant la guerre de Corée, elle aurait été « *la mauvaise guerre, au mauvais endroit, au mauvais moment, contre le mauvais ennemi* ». La réunification de leur pays est le rêve de tous les Coréens, mais la division actuelle est une forme d'un équilibre entre grandes puissances dont le moins que l'on puisse dire est que cette réunification ne fait pas partie de leurs priorités. La petite Corée se trouve dans une position géographique particulièrement sensible au voisinage de géants comme la Chine, la Russie et le Japon et même les États-Unis qui ont une présence militaire importante en Corée du Sud et dans le Sud-Est asiatique.

Aujourd'hui, le contraste entre Corées Nord et Sud est saisissant. Il est symbolisé par une photo satellite de nuit qui montre le Sud inondé de lumière à côté du Nord plongé dans le noir avec seulement quelques modestes taches blanches de la capitale Pyongyang et des rares autres villes importantes. Le Sud est devenu en 60 ans l'un des pays industriels les plus développés du monde, alors que, même si les choses évoluent lentement, le Nord est resté en état de sous-développement, aggravé il est vrai par des périodes de sécheresse qui ont fait de terribles ravages, ainsi que par l'embargo et les sanctions économiques imposés par les États-Unis. Ce pays ne fait que commencer à autoriser l'accès de son territoire aux étrangers, ce qui fut totalement exclu dans l'histoire coréenne pendant de longs siècles jusqu'à une période récente.

Les touristes étrangers, surtout occidentaux, sont en nombre infime. Les groupes de Nord-Coréens, comme les immenses foules que nous avons vues dans la capitale préparant le 70e anniversaire de la libération co-

Fête dans un parc à Pyongyang (photo J.-P. S.)

loniale, ne suivaient pas une mise en scène pour les visiteurs étrangers. Nous avons pu observer un véritable culte quasi religieux avec des rituels très codifiés de tout un peuple pour ses *« grands leaders »* alors que n'existent ni presse indépendante, ni internet, ni publicité, ni religions. Les quelques temples bouddhistes que nous avons pu visiter, très beaux et situés dans des endroits magnifiques, sont davantage des monuments que des lieux de culte.

Il faut rappeler qui sont ces dirigeants. Kim Il Sung (1912-1994), présenté comme l'acteur majeur de la lutte contre le colonisateur japonais puis de la guerre de Corée contre les *« impérialistes américains »* et son fils Kim Jong Il (1942-2011). Leurs portraits sont omniprésents dans tous les lieux publics, souvent d'immenses panneaux brillamment éclairés la nuit, et rares sources de lumières alors que l'éclairage public est très limité, voire inexistant. On peut voir aussi dans les lieux publics, le métro etc. d'immenses banderoles, des fresques etc. à la gloire du régime, qui sont d'autant plus visibles en l'absence totale de toutes formes de publicité. Kim Il Sung est qualifié officiellement de *« Président éternel »* et le jour anniversaire de sa naissance est le *« Jour du Soleil »*. Il s'agit d'un véritable système dynastique, puisque c'est maintenant Kim Jong Un, fils de Kim Jong Il, 32 ans, le *« Chef suprême »* de la nation avec le titre de *« Maréchal »*.

Le visiteur étranger est constamment amené à se demander si ce culte de la personnalité poussé à l'extrême est véritablement l'expression de sentiments personnels des citoyens ou bien s'il est imposé par la contrainte, et pendant combien de temps cela pourra encore durer. Il est très difficile de répondre clairement à de telles questions ; les communications avec les Nord-Coréens sont difficiles et il faut tenir compte des grandes différences culturelles. En Corée du Sud, nous connaissions des religieuses et religieux français ayant vécu plus de 20 ans dans des quartiers populaires, en contact quotidien avec la population et parlant couramment une langue extrêmement difficile, et qui malgré cela reconnaissaient que des zones de mystère subsistaient dans leur perception des comportements dans les familles et la société.

Toutes les visites de notre programme étaient liées plus ou moins directement à ce culte de la nation et de ses leaders. Nous avons visité à Pyongyang le Mausolée qui leur est consacré, installé dans l'ancien palais présidentiel reconverti à cette fin. C'est un bâtiment gigantesque dont toutes les ouvertures sur l'extérieur ont été murées. Avec de nombreux Nord-coréens, nous avons défilé en rang dans de très longs couloirs, puis des salles recouvertes de tableaux, statues, photos, reconstitutions de scènes montrant les grands leaders en héros de la nation ou en père de famille au milieu de leur peuple. On pénètre ensuite dans une grande salle au milieu de laquelle repose le personnage embaumé dans un cercueil avec couvercle transparent. Des gardes femmes et hommes figés comme des statues l'entourent. Tous les visiteurs, y compris les étrangers, sont priés de s'incliner trois fois, d'abord devant le cercueil, puis de chaque côté. Et cela pour chacun des deux personnages, le père et le fils, chacun des deux ayant droit au même cérémonial.

Nous avons été impressionnés par l'atmosphère de gravité, de tristesse et d'émotion comme lors du deuil d'un parent proche et qui semblait sincère. Il ne faut pas oublier combien sont fortes encore aujourd'hui les traditions de nationalisme, de culte des ancêtres et de respect de l'autorité.

Nous avons passé de longues heures à circuler dans les campagnes, les distances n'étaient pas très grandes, mais l'état des routes imposait une vitesse réduite, ce qui nous a permis d'observer la vie et le travail des gens avec des moyens qui nous semblaient d'un autre âge : très peu de tracteurs, voitures, et autres engins, la plupart se déplaçaient à pied, ou à vélo, ou dans des charrettes tirées par des bœufs. On a du mal à réaliser que l'on est dans un pays qui envoie des satellites et procède à des essais nucléaires.

Le système politique, dont on nous annonce périodiquement l'effondrement proche, tient toujours et semble-t-il encore pour longtemps. Il a déjà évolué et évoluera encore. Notre seule possibilité, sinon de comprendre réellement, du moins pouvoir saisir des éléments d'explication est de se mettre dans le contexte et de sortir de nos schémas occidentaux. C'est un voyage passionnant, mais dont on revient avec davantage de questions que de réponses.

Jean-Pierre Schmitz

avez-vous lu ?

Jacques Musset

Repenser Dieu dans un monde sécularisé

Paris, Karthala, 2015, 252 p., 19€

Beaucoup de nos lecteurs connaissent Jacques Musset. *Être chrétien dans la modernité, repenser l'héritage pour qu'il soit crédible* (Golias, 2012) a marqué beaucoup d'entre nous et a fait l'objet de lectures, de débats, d'études en groupes. L'ouvrage avec lequel il revient aujourd'hui en est un approfondissement et nous donne de nombreuses pistes pour poursuivre et développer une démarche de foi fidèle à celle de Jésus de Nazareth, en l'actualisant dans le contexte de la modernité.

L'auteur revient sur la question de fond : l'enseignement de l'Église catholique, concrétisé par le catéchisme de 1992, n'est plus audible de nos contemporains. Et il nous revient d'en comprendre les raisons profondes et d'effectuer le travail d'une autre approche du mystère de Dieu dans la culture contemporaine et le monde sécularisé. Car, si nous ne le faisons pas, qui le fera ? Il a choisi de suivre la piste, décrite dans un premier chapitre qu'il qualifie d'itinéraire d'une « *déportation* », de son cheminement personnel, de son parcours certes singulier, mais fondé sur une recherche qui est aussi celle de beaucoup de chrétiens actuels. Prêtre pendant 22 ans, il s'interrogea très tôt sur les certitudes « *bétonnées* » sources du décalage du religieux avec l'univers culturel des lycéens dont il était aumônier dans la période de l'après 1968, puis se lança dans un long travail de réappropriation de la Bible et des évangiles, face aux exigences critiques des adultes dont il eut à assurer la formation biblique.

Le second chapitre est une réflexion sur l'avènement de la modernité qui revendique le droit de penser par soi-même le monde et la destinée humaine. Si nous ne sommes plus chrétiens par tradition sociologique, comment être à l'aise à la fois dans la modernité et dans notre foi chrétienne ? En nous appropriant celle-ci, nous dit Musset. Et sans attendre passivement les consignes de Rome...

Pour commencer - c'est l'objet du chapitre 3 -, prendre l'athéisme au sérieux. Il nous pousse à la lucidité, à nous sortir d'une foi « *paresseuse* », « *enkystée dans des croyances inadmissibles* », à une démarche personnelle et réfléchie. Ce chapitre comporte une grande richesse de descriptions et d'analyses, alimentées de nombreuses citations, de la pensée athée en Occident, depuis le XVIIe siècle, et se termine par un paragraphe concernant les progrès de la science qui n'a plus besoin de faire intervenir Dieu comme source d'explication et montre surtout la prégnance de l'évolution qui rend obsolète toute vision fixiste. Une attention particulière est portée dans le chapitre suivant à la pensée d'André Comte-Sponville, athée non dogmatique et qui mène une recherche spirituelle dans laquelle peuvent se rencontrer athées et croyants autour de leur propre humanité. Là encore les nombreuses citations méritent lecture attentive et réflexion : « *Ce qui unit croyants et athée, c'est l'expérience de l'amour et de la vérité.* »

Prendre au sérieux le chemin balisé par les exigences de la raison, s'il ne les conduit pas à l'athéisme, entraîne plus qu'un malaise pour ceux qui restent attachés à leur foi chrétienne devant l'enseignement officiel que l'Église dispense sur Dieu. Tentons donc pour commencer d'élucider leur malaise et de comprendre le décalage entre leur façon de penser et le discours qui leur est tenu : c'est l'objet du chapitre 5. « *Dans toute religion, la fidélité n'est pas répétition, mais re-création, c'est une nécessité et une exigence.* » C'est la condition pour qu'elle reste crédible, et l'auteur illustre par plusieurs exemples qu'il en a été ainsi à travers l'histoire religieuse judéo-chrétienne. Il me semble valoir la peine qu'on s'y attarde. Le premier se situe au VIe siècle avant notre ère, lors de la déportation du peuple juif à Babylone : pendant les cinquante ans de l'exil les déportés ont réinterprété leur tradition, pris conscience que leur Dieu n'était pas seulement un Dieu national, mais le Dieu de la Terre et de l'univers. Le peuple a repensé sa foi et au retour des exilés à Jérusalem rien ne sera plus comme avant. Et Musset nous invite à relire les livres de Jonas et de Ruth, contre les tentations de fermeture aux autres peuples.

Autre expérience de réinterprétation : le livre de Job, protestation contre le « catéchisme » officiel de l'époque assurant que le juste est assuré d'une vie heureuse. S'il n'élucide pas le mystère du mal, celui-ci ne doit plus être attribué au péché. Jésus se rattachait, au sein du judaïsme de son temps, au mouvement d'ouverture et de réinterprétation et nous sommes soumis à la même nécessité : impossible de nous y soustraire aujourd'hui, dans notre culture, pour croire intelligemment au message évangélique. Il nous faut donc maintenant réfléchir à une autre approche du mystère de Dieu, approche qui part de l'humain. C'est l'objet des chapitres suivants.

L'ouvrage fait de multiples références à la démarche et à la pensée de Marcel Légaut, dont Musset souligne combien la rencontre fut décisive pour lui. Le chapitre 7 qui lui est consacré explicite, citations à l'appui, les « *six exigences d'une démarche de foi* » formulées par Légaut à partir de son expérience de vie : partir d'une anthropologie et non d'une doctrine théologique préexistante ; ne pas « dire » en répétant, mais vivre ; consentir à l'impossibilité de saisir le mystère de Dieu ; pen-

ser et œuvrer dans le contexte culturel et scientifique de son temps ; ne pas s'autocensurer ; ne craindre ni les contestations ni les conflits. Des applications pratiques sont développées concernant ce que l'on met derrière les termes de *« Révélation »* ou de *« volonté de Dieu »*. Ces thèmes sont repris respectivement dans le chapitre 9, avec une illustration concrète concernant les dix commandements, qui sont au cœur de la foi juive et chrétienne et dont le monde occidental est héritier, et dans le chapitre 11.

Tournons-nous maintenant vers Jésus (chapitre 8) et le Dieu dont il témoigne et les relations intimes qu'il entretient avec lui. La lecture des évangiles, éclairée par le travail des exégètes, permet de faire apparaître des traits du Jésus historique et du visage de « son Dieu », de la relation intime qu'il entretient avec lui et qui transparait dans son message et ses actes, mais avec son langage et les représentations qu'il avait de lui, sur la toile de fond du judaïsme de son temps. Comment alors pouvons-nous être fidèles au Dieu de Jésus, dans le temps et la culture qui sont les nôtres ? Musset nous propose un ensemble de pistes. Travailler sur les textes évangéliques pour faire émerger cette figure historique de Jésus, et méditer ; nous engager dans l'esprit qui fut le sien ; être attentifs aux témoignages divers du Dieu de Jésus à travers le monde ; nous risquer à « dire Dieu » à partir de notre expérience personnelle, qui rejoint le « Dieu de Jésus », inspirateur au cœur des exigences qui montent de nous et qui sont partagées par tous ceux qui s'efforcent de « penser juste pour vivre vrai » dans toutes les dimensions de leur vie.

Lucienne Gouguenheim

Disponible en librairie, et chez l'auteur : 12 rue du Ballon, 44680 Sainte-Pazanne (23€, port compris).

---

collectif

François, le pape vert

Paris, Les Éditions du Temps Présent, 2015, 154 p., 9€

Tout est lié, tout est relié ! C'est un message collectif incontournable sur l'encyclique du pape François *Laudato Si'*. Revisitée par dix personnalités de tous horizons, philosophes, théologiens, scientifiques, écologistes, spécialistes du climat, de l'économie, associatifs athées et chrétiens. Leur écho : un texte remarquable, le document le plus important du magistère catholique depuis Vatican II, une réflexion sur la vie de l'homme dans sa relation à l'ensemble de la création avec la perspective du devenir du monde, un texte d'une grande qualité, pédagogique, tenant une position équilibrée entre anthropocentrisme et biocentrisme, accessible à tous... C'est un cri, et nous avons besoin de tels cris !

Il y est fait allusion à Teilhard de Chardin, Edgar Morin, Pierre Rabhi, Christoph Theobald, Paul Ricœur, le patriarche Bartholomée, Claude Lévi-Strauss...

L'encyclique n'est pas strictement sur l'environnement mais elle est un vrai constat sur la planète « maison commune », sur l'humanité, ses modèles de production et de consommation ! L'innovation est de parler d'écologie intégrale ou d'interdépendance entre tous les êtres vivants : humains, animaux, végétaux. Elle dénonce la maximisation du profit, le dérèglement de la sphère financière, les inégalités environnementales associées aux inégalités sociales, la disparition de l'homme comme jardinier ou intendant de Dieu. Elle analyse *« la racine humaine de la crise économique »* et la nécessité de préserver le travail, chemin de maturation, de développement humain et de réalisation personnelle. Elle associe le respect de la nature et le respect de l'homme.

Le pape en appelle à la société civile, les collectivités locales, les associations, les syndicats, les entreprises, les simples particuliers tout en redisant sa confiance dans les possibilités de l'homme et en notant l'importance de la recherche, du progrès technique dans la médecine, l'ingénierie et les communications.

Elle répand un parfum nouveau ! Elle s'adresse à tous les humains de bonne volonté ! Elle prône la formation esthétique, l'humilité, la modération et la sobriété sources de joie. La réflexion, qui n'est pas moralisatrice, suggère une transformation et un accomplissement de soi. Elle souhaite que nos luttes et nos préoccupations sur cette planète ne nous enlèvent pas la joie de l'espérance ! L'humanité est capable d'un tel sursaut.

Partout le même engouement pour cette encyclique chez les chrétiens (peut-être pas tous ?) comme chez les athées et agnostiques. *« François tape très fort... et cela me comble de joie »*, dit l'un des auteurs. Quelques limites cependant et il faut les dire : celle à propos de la démographie qui demanderait une libération de la contraception, nos rapports aux animaux arrivés à une violence extrême et enfin l'emploi du mot « décroissance » à la place d'« une autre croissance »... Mais vous verrez que tout peut s'expliquer ! Des intercalaires de chapitres nous renvoient aux paroles fortes de *Laudato si'* ou de *Gaudium evangelii*. Tout pour nous donner l'envie de le lire.

Oui, un prophète s'est levé !

Françoise Gaudeul

avez-vous lu ?

Lucile Schmid, Edouard Gaudot, Benjamin Joyeux

Manifeste des écologistes atterrés

Paris, Les Éditions du Temps Présent, 2015, 104 p., 7€

Les auteurs sont trois militants du parti Europe Écologie-Les Verts (EE-LV), dans lequel ils ont eu des responsabilités importantes. Leur projet est parti d'une tribune de décembre 2014 dans le magazine en ligne *Mediapart*, signée par une trentaine de militants et élus d'EE-LV. Trois d'entre eux ont repris et développé le texte pour le publier en livre. Leur objectif est de le diffuser plus largement pour provoquer la réflexion et susciter un large consensus sur des questions qui touchent à notre mode de vie et à la démocratie. Cela va bien au-delà du climat et de l'énergie, dont tout le monde parle, mais les discours se perdent dans les sables du « politique circus ». La réflexion suppose le débat : le consensus n'est pas au point de départ mais au terme d'un processus d'invention et d'imagination. Et sans attendre les écologistes, la société voit déjà apparaître certaines initiatives qui répondent aux urgences du temps. Il convient que le plus grand nombre puisse se les approprier, sans exclusive de parti. C'est ce à quoi tend ce « Manifeste » dont le titre fait délibérément écho à celui des « Économistes atterrés » (Les Liens qui libèrent, 2011).

Dans un style alerte, sans langue de bois, quatre parties s'enchaînent, « Ce qui bloque », « Ce qui émerge », « Ce qui nous porte », « Ce qui est urgent ». Chacune compte quelques brefs chapitres dont les titres sont significatifs. Par exemple : « Un mini-parti autocentré », « On ne naît pas écologiste, on le devient », « Le cas tristement révélateur du [Front National] », « Une économie au service de l'émancipation », « Sortir du *greenwashing* » (détournement de projets écologiques pour le profit privé), « La démocratie comme projet ». Le chapitre de conclusion, « Le lâcher-prise », donne une idée de ce que peut être « la politique autrement », par rapport à la professionnalisation du politique, à la prétention d'apporter une exigence éthique supérieure. Il invite à une grande modestie pour voir le projet s'incarner, non pas dans un système politique, mais dans une réalité des contenus, partagés en réseau par des personnes toujours plus nombreuses.

Jean-Bernard Jolly

VOUS POUVEZ ACCÉDER SUR VOTRE TÉLÉPHONE À :

la revue *Parvis*

la fédération Réseaux du Parvis

LE **COURRIER DES LECTEURS** SERA DE RETOUR AU PROCHAIN NUMÉRO.

PARVIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnez-vous, abonnez vos amis-e-s

☐ Petit budget ou Étudiants : 17€

☐ Standard : 30€

☐ Soutien : au-delà de 30€

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

☐ PARRAINAGE (20€) de la part de : _____

J'appartiens à une association du Parvis : Non ☐ Oui ☐ Dont le nom est : _____

Si je souhaite recevoir gratuitement l'InfoLettre, mon courriel est : _____ @ _____

Règlement à l'ordre de TEMPS PRÉSENT - PARVIS, 68 rue de Babylone, 75007 PARIS
Banque de Neuflize OBC - IBAN FR76 3078 8001 0010 0067 1910 196 - BIC NSMBFRPPXXX

Vous déménagez, vous vous abonnez par virement : communiquez-nous vos coordonnées !

Présentation de Concile 50 par François Becker
le 24 octobre 2015 à Strasbourg (photo Claude Naud)

ils se réunissent pour former la fédération Réseaux du Parvis

68 rue de Babylone, 75007 Paris
01 45 51 57 13, fax 01 45 51 40 31
temps.present@orange.fr - www.reseaux-parvis.fr

Amis du 68 rue de Babylone
01 45 51 57 13

Association culturelle de Boquen
02 99 51 87 76

Association culturelle Marcel Légaut (ACML)
01 60 68 91 49

Association Nationale des Correspondants des Communautés Chrétiennes de Base (ANCCCB)
02 40 25 78 16

Chrétiens Aujourd'hui Orléans
02 38 54 13 58

Chrétiens de l'Ain en recherche (CAR)
04 74 77 01 23

Chrétiens en recherche Loir-et-Cher (CER 41)
02 54 44 23 05

Chrétiens et libres en Morbihan (CELEM)
02 97 57 77 65

Chrétiens ici maintenant ensemble (CIME)
04 67 65 36 47

Chrétiens pour une Église dégagée de l'école confessionnelle (CEDEC)
02 47 46 15 76

Chrétiens sans frontières Gironde (CSF 33)
05 57 26 84 25

Chrétiens sans frontières Orne (CSF 61)
02 33 28 71 73

Chrétiens sans frontières Val-d'Oise (CSF 95)
06 89 36 80 74, 06 78 07 26 85

Collectif des Amis de Parvis
03 20 91 04 66

Communauté Chrétienne dans la Cité
06 14 17 61 37

Coordination des groupes Jonas Alsace
06 70 38 23 52

Croyants en liberté Moselle (CEL 57)
03 87 98 04 62

Croyants en liberté Saint-Etienne (CEL 42)
04 77 21 74 56

Croyants en liberté Yvelines (CELY)
01 39 50 80 89

David et Jonathan
01 43 42 09 49

Équipe de chrétiens en classe ouvrière du secteur de Caen (ECCO)
02 31 20 26 70

Espérance 54
03 83 72 82 58

Évangile et Modernité 49
02 41 44 22 54

Evreux 13 Marseille
04 91 93 27 01

Femmes et Hommes, Égalité, Droits et Libertés dans les Églises et la Société (FHEDLES)
contact@fhedles.fr

Fraternité Agapè Chambéry
04 56 29 02 88

Humanistes croyants
06 87 01 26 29

Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC)
01 43 31 36 39

Jonas-Vosges
03 29 65 12 79

Nous Sommes Aussi l'Église (NSAE)
09 63 24 82 04

Partage Recherche Évangile (groupe)
04 78 57 29 23

Partenia 77 (Seine-et-Marne)
01 64 35 44 83

Partenia 2000
06 73 39 84 33

Plein Jour
04 90 68 02 30

Point 1-Rouen (communauté)
02 35 33 52 44

Prêtres Mariés-Chemins nouveaux
01 43 02 67 34

Rencontres de la Boivre
05 49 53 36 25

Solidarité Église Liberté Vendée (SEL 85)
02 51 21 09 37

Amitiés de Gaza la vie à Paris la vie

Jeunes de Gaza solidaires avec la France après les attentats du 13 novembre 2015 à Paris (photo Ziad Medoukh, Gaza)

De Gaza sous blocus à Paris sous le choc

De Gaza la souffrante à Paris l'endeuillée

De Gaza l'opprimée à Paris la blessée

De Gaza, les agressions permanentes
à Paris les attentats meurtriers

De Gaza la prison à ciel ouvert à Paris
la douloureuse

De Gaza l'isolée à Paris la courageuse

De Gaza la détruite à Paris
la ville lumière

De Gaza la pacifique à Paris l'accueillante

De Gaza la confiante à Paris la tolérante

De Gaza la dignité à Paris la solidarité

De Gaza l'enclave assiégée à Paris
la force de vie

De Gaza la résistante à Paris l'avenir

De Gaza la déterminée à Paris l'espoir

De Gaza la volonté à Paris
les valeurs universelles

Le combat, c'est notre combat à nous tous

Contre la haine, contre la barbarie
et contre le terrorisme

Pour la liberté, l'amour, la fraternité
et la paix

Message de tolérance, message de soutien,
message de compassion

Message de sympathie, et message
de solidarité

La vie continue à Gaza,
et la vie continuera à Paris
malgré ces événements tragiques.

Amitiés de Gaza la vie à Paris
la vie malgré tout !

Ziad Medoukh

Ziad Medoukh est directeur du département
de français de l'Université al-Aqsa de Gaza
et fondateur du Centre de la Paix de Gaza

***Les Réseaux des Parvis*, 68 rue de Babylone, 75007 Paris.**
Tél. 01 45 51 57 13 - Fax 01 45 51 40 31 - temps.present@orange.fr - www.reseaux-parvis.fr
Consultez les archives. Abonnez-vous en ligne.